



Compte rendu de décision

DEC 25-H101

à l'égard d'

Demandeur Ontario Power Generation Inc.

Objet Demande visant à modifier le permis de l'installation de gestion des déchets de Pickering (IGDP) pour autoriser la construction et l'exploitation de la structure de stockage des composants de Pickering

Date du
compte rendu
sommaire de
décision 24 juillet 2025

Date du
compte rendu
de décision
détaillé 19 décembre 2025

COMPTE RENDU DE DÉCISION – DEC 25-H101

Demandeur : Ontario Power Generation Inc.

Adresse : 700, avenue University, Toronto (Ontario) M5G 1X6

Objet : Demande visant à modifier le permis de l'installation de gestion des déchets de Pickering (IGDP) pour autoriser la construction et l'exploitation de la structure de stockage des composants de Pickering

Demande reçue le : 31 mai 2024

Audience : *Avis d'audience par écrit et de financement des participants* publié le 18 septembre 2024
Avis révisé d'audience par écrit et de financement des participants publié le 17 février 2025

Date du compte rendu sommaire de décision : 24 juillet 2025

Date du compte rendu de décision détaillé : 19 décembre 2025

Formation de la Commission : P. Tremblay

Permis : Modifié

Table des matières

1.0	INTRODUCTION	1
2.0	DÉCISION	4
3.0	QUESTIONS À L'ÉTUDE ET CONSTATATIONS DE LA COMMISSION	5
3.1	Évaluation de la demande de modification de permis	6
3.2	Applicabilité de la <i>Loi sur l'évaluation d'impact</i>	7
3.3	Résumé des points de vue des participants à l'audience.....	7
3.4	Mesures de sûreté et de réglementation d'OPG en fonction des domaines de sûreté et de réglementation.....	9
3.4.1	Conduite de l'exploitation.....	10
3.4.2	Analyse de la sûreté	13
3.4.3	Conception matérielle	16
3.4.4	Aptitude fonctionnelle	19
3.4.5	Radioprotection.....	20
3.4.6	Protection de l'environnement.....	24
3.4.7	Gestion des déchets.....	27
3.4.8	Conclusion sur les mesures de sûreté et de réglementation d'OPG en fonction des DSR.....	30
3.5	Mobilisation et consultation des Autochtones	30
3.5.1	Consultation des Autochtones par le personnel de la CCSN.....	31
3.5.2	Mobilisation des Autochtones par OPG	33
3.5.3	Mémoires présentés par les Nations autochtones	34
3.5.4	Conclusions sur la mobilisation et la consultation des Autochtones	38
3.6	Autres questions d'intérêt réglementaire	40
3.6.1	Mobilisation du public	40
3.6.2	Plans de déclassement et garantie financière	42
3.7	Modification de permis	43
3.7.1	Modification proposée au permis.....	43
4.0	CONCLUSION.....	46
	Annexe A – Intervenants	A

1.0 INTRODUCTION

1. Le [31 mai 2024](#), Ontario Power Generation Inc. (OPG) a soumis à la Commission canadienne de sûreté nucléaire¹ (CCSN) une demande visant à modifier le permis d'exploitation de l'[installation de gestion des déchets de Pickering](#) (IGDP) afin d'autoriser la construction et l'exploitation d'un nouveau bâtiment appelé « structure de stockage des composants de Pickering » (SSCP)². Cette structure est destinée à l'entreposage des déchets radioactifs de faible et de moyenne activité (DRFMA) résultant des activités potentielles de réfection³ des tranches 5 à 8 de la [centrale nucléaire de Pickering](#), ainsi que des activités de déclasserement futures des tranches 1 à 4 de Pickering.
2. L'IGDP est une installation nucléaire de catégorie I qui se trouve dans la ville de Pickering (Ontario) et à l'intérieur des terres et des eaux traditionnelles des Anishinaabeg de Michi Saagiig ainsi que sur le territoire visé par le Traité du coup de fusil (1787-1888), les Traités Williams (1923) et l'Accord de règlement des Traités Williams (2018). Le permis actuel, WFOL-W4-350.00/2028, vient à échéance le 31 août 2028. Le 24 juillet 2025, la Commission a modifié le permis de l'IGDP et a publié un [compte rendu sommaire de décision](#)⁴. Le présent compte rendu de décision détaillé ne remplace pas cette décision mais en fournit les motifs.

Questions à l'étude

3. Dans son examen de la demande d'OPG, la Commission doit d'abord déterminer si des exigences prescrites par la [Loi sur l'évaluation d'impact](#)⁵ (LEI) s'appliquent à la demande de modification de permis de telle sorte qu'une évaluation d'impact serait déclenchée. Le respect de telles exigences peut être une condition préalable à une décision d'autorisation.
4. Selon les alinéas 24(4)a) et b) de la [Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires](#)⁶ (LSRN), avant de modifier le permis, la Commission doit être convaincue de ce qui suit :
 - a) OPG est compétente pour exercer les activités visées par le permis modifié
 - b) dans le cadre de ces activités, OPG prendra les mesures voulues pour protéger l'environnement, préserver la santé et la sécurité des personnes, maintenir la sécurité nationale et respecter les obligations internationales que le Canada a assumées.

¹ On désigne la Commission canadienne de sûreté nucléaire comme « la CCSN » lorsqu'on renvoie à l'organisation et à son personnel en général, et comme « la Commission » lorsqu'on renvoie à la composante tribunal.

² Les activités proposées de construction et d'exploitation de la SSCP ne sont pas incluses dans le fondement d'autorisation actuel ni dans les conditions existantes du permis de l'IGDP visant la construction d'autres bâtiments d'entreposage des déchets.

³ OPG doit présenter une demande distincte dans le but d'obtenir de la Commission l'autorisation d'effectuer des activités de réfection.

⁴ Compte rendu sommaire de décision DEC 25-H101, *Demande visant à modifier le permis de l'installation de gestion des déchets de Pickering (IGDP) pour autoriser la construction et l'exploitation de la structure de stockage des composants de Pickering*, 24 juillet 2025.

⁵ L.C. 2019, ch. 28, art. 1.

⁶ L.C. 1997, ch. 9.

5. En tant que mandataire de la Couronne, la Commission reconnaît son rôle dans le respect des obligations constitutionnelles de la Couronne, ainsi que dans l'avancement de la réconciliation avec les peuples autochtones du Canada. Les responsabilités de la Commission comprennent l'obligation de consulter les Autochtones et, le cas échéant, de prendre en compte leurs intérêts lorsque la Couronne envisage une mesure qui pourrait avoir des répercussions sur leurs droits ancestraux ou issus de traités, potentiels ou établis⁷. À ce titre, la Commission doit déterminer les étapes de consultation et de mobilisation, ainsi que les mesures d'accommodement qui s'imposent, relativement aux intérêts des Autochtones, et si ce qui a été fait satisfait à l'obligation de consultation et, le cas échéant, d'accommodement à l'égard des droits ancestraux ou issus de traités visés. Cette détermination, portant sur ce que l'obligation de consulter et d'accommoder exige, est éclairée par les principes et les dispositions de la [Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#)⁸ (DNUDPA), en raison de son adoption dans le droit canadien par l'entremise de la [Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#)⁹ (LDNU)¹⁰. Lorsque l'obligation de consulter s'applique, la Commission doit être convaincue que cette obligation a été remplie avant de rendre sa décision en matière de permis.

Audience publique par écrit

6. Le 18 septembre 2024, la Commission a publié à l'égard de cette demande un [avis d'audience par écrit et de financement des participants](#)¹¹ qui sollicitait la présentation de demandes d'intervention avant le 28 février 2025. Le 17 février 2025, la Commission a publié un [avis d'audience révisé par écrit et de financement des participants](#)¹² pour annoncer la prolongation de l'échéance concernant le dépôt des mémoires.
7. Le président de la Commission s'est constitué en formation de la Commission pour étudier la demande¹³. Lors de l'audience publique reposant sur des mémoires, la Commission a examiné les mémoires présentés par OPG ([demande, CMD 25-H101.1](#)) et par le personnel de la CCSN ([CMD 25-H101](#)). La Commission a également examiné les mémoires de 9 intervenants (voir la liste des interventions à l'annexe A). Le [compte rendu sommaire de décision](#) a été publié le 24 juillet 2025.

⁷ *Nation Haïda c. Colombie-Britannique (Ministre des Forêts)*, 2004 CSC 73; *Première Nation Tlingit de Taku River c. Colombie-Britannique (Directeur d'évaluation de projet)*, 2004 CSC 74.

⁸ Nations Unies. *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, septembre 2007.

⁹ L.C. 2021, ch. 14

¹⁰ *Première Nation de Kebaowek c. Laboratoires Nucléaires Canadiens*, 2025 CF 319.

¹¹ CCSN. *Avis d'audience par écrit et de financement des participants*, 18 septembre 2024.

¹² CCSN. *Avis révisé d'audience par écrit et de financement des participants*, 17 février 2025.

¹³ Conformément à l'article 22 de la LSRN.

8. Pour déterminer si une audience publique se déroulera avec la présentation d'exposés ou sera uniquement fondée sur des mémoires, la Commission est guidée par la directive énoncée dans la LRSN selon laquelle « la Commission tranche les questions dont elle est saisie de la façon la plus informelle et la plus rapide possible, compte tenu des circonstances et de l'équité »¹⁴, et elle prend en compte des éléments comme la question de savoir si la mesure de permis proposée autoriserait des activités nouvelles ou différentes ou adopterait des approches nouvelles ou controversées, la complexité de la question examinée, le calendrier proposé et les étapes du cycle de vie de l'installation ou de l'établissement, ainsi que le niveau et le degré de participation probable ou anticipé des intervenants. Dans ce dossier, compte tenu de la faible importance de la demande sur le plan de la sûreté, la Commission a estimé qu'une audience fondée sur des mémoires serait appropriée.

Demande de protection de renseignements confidentiels

9. OPG a présenté une [demande de confidentialité](#), conformément au paragraphe 12(1) des [Règles de procédure de la Commission canadienne de sûreté nucléaire](#)¹⁵ (les Règles). Cette demande comprenait un rapport caviardé intitulé *Pickering Component Storage Structure Safety Assessment*¹⁶ (évaluation de la sûreté de la structure de stockage des composants de Pickering) (référence 1 de la demande).
10. La Commission est d'avis que :
- les renseignements contenus dans la référence 1 sont de nature financière, scientifique et technique et sont traités comme confidentiels et que les fournisseurs partenaires en cause n'ont pas consenti à leur divulgation¹⁷.
 - la nécessité de protéger ces renseignements l'emporte sur l'intérêt public de leur divulgation et les mesures de confidentialité sont suffisamment limitées pour préserver la nature publique de la séance¹⁸.
11. Par conséquent, en application des alinéas 12(3)b) et 12(3)c) des Règles, la Commission interdit la publication et la divulgation du document *Pickering Component Storage Structure Safety Assessment*.

Programme de financement des participants de la CCSN

12. La Commission a établi un Programme de financement des participants (PFP) pour faciliter la participation des Nations et communautés autochtones, des membres du public et des parties intéressées aux séances de la Commission¹⁹. En septembre 2024, un financement d'au plus 75 000 \$ a été offert par l'intermédiaire du PFP de la CCSN pour participer à ce processus d'audience. Un comité d'examen de l'aide financière (CEAF), indépendant de la

¹⁴ Paragraphe 20(3).

¹⁵ DORS/2000-211.

¹⁶ *Pickering Component Storage Structure Safety Assessment*, 92896-REP-01320-00019 R002.

¹⁷ Conformément à l'alinéa 12(1)b) des Règles.

¹⁸ Conformément aux alinéas 12(2)a) et b) des Règles.

¹⁹ Conformément à l'alinéa 21(1)b.1) de la LRSN.

CCSN, a examiné les demandes d'aide financière reçues et a formulé des recommandations sur l'attribution des fonds. Sur la base des recommandations du CEAf, la CCSN a accordé [51 920,00 \\$ à 3 demandeurs](#).

Portée de l'audience

13. Certains intervenants se sont dits d'avis que la demande d'OPG pour la construction et l'exploitation de la SSCP devrait être liée aux futures activités potentielles de réfection de la centrale de Pickering, plutôt que d'être considérée séparément. La modification de permis soumise à la Commission concerne uniquement la construction et l'exploitation de la SSCP. La présente demande ne repose pas sur la réfection ou l'exploitation prolongée de la centrale de Pickering et n'autorise pas non plus ces activités. Si OPG soumet une demande distincte pour remettre à neuf la centrale de Pickering ou pour en prolonger la durée de vie, cette demande sera assujettie à son propre processus d'autorisation, ce qui comprendra une audience publique de la Commission.

2.0 DÉCISION

14. La Commission modifie²⁰ le permis d'exploitation d'une installation de déchets, WFOL-W4-350.00/2028, délivré à Ontario Power Generation pour son IGDP située à Pickering, en Ontario. Le permis modifié, WFOL-W4-350.01/2028, demeure valide jusqu'au 31 août 2028.
15. La Commission a rendu cette décision en se basant sur son examen de la question au dossier et sur les conclusions suivantes :
 - une évaluation d'impact en vertu de la LEI n'est pas nécessaire
 - il est peu probable que la modification du permis envisagée ait de nouvelles répercussions négatives sur l'exercice des droits autochtones ou des droits issus de traités, potentiels ou établis, car elle ne modifierait pas la caractérisation du site de l'IGDP et n'entraînerait pas de nouvelles répercussions
 - la responsabilité de la Commission de préserver l'honneur de la Couronne et de respecter ses obligations constitutionnelles en matière de mobilisation et de consultation à l'égard des intérêts des Autochtones a été satisfaite
 - OPG est compétente pour exercer les activités visées par le permis modifié
 - OPG prendra, dans le cadre de cette activité, les mesures voulues pour préserver la santé, la sûreté et la sécurité des personnes, pour protéger l'environnement, pour maintenir la sécurité nationale et pour respecter les obligations internationales que le Canada a assumées.

²⁰ Conformément à l'article 24 de la LSRN.

16. La Commission assortit le permis des conditions recommandées par le personnel de la CCSN²¹. Plus précisément, la Commission :

- modifie l'alinéa iv) de la partie IV Activités autorisées du permis d'exploitation par ce qui suit :

« (iv) effectuer la préparation du site, procéder à la construction ou apporter les modifications de construction à l'installation associée au bâtiment autorisé d'entreposage des déchets radioactifs de faible et de moyenne activité, ainsi qu'aux bâtiments supplémentaires autorisés de traitement et d'entreposage du combustible usé; une fois le projet terminé, il n'y aura pas plus d'un bâtiment d'entreposage des déchets radioactifs de faible et de moyenne activité, d'un bâtiment de traitement des conteneurs de stockage à sec et de 6 bâtiments de stockage à sec du combustible usé. »

- modifie la condition 15.1 du permis d'exploitation comme suit :

« Le titulaire de permis ne peut exécuter les activités visées au paragraphe iv) de la Partie IV du présent permis avant d'avoir soumis un plan de gestion environnementale, un plan de vérification de la construction et les exigences relatives à la conception et sans avoir obtenu l'approbation écrite préalable de la Commission ou d'une personne autorisée par la Commission. »

17. La Commission délègue ses pouvoirs aux membres du personnel de la CCSN suivants aux fins de l'administration de la condition de permis 15.1 :

- directeur, Division des déchets et du déclassé
- directeur général, Direction de la réglementation du cycle et des installations nucléaires
- premier vice-président et chef de la réglementation des opérations, Direction générale de la réglementation des opérations.

18. Avec cette décision, la Commission demande au personnel de la CCSN de mettre à jour le manuel des conditions de permis (MCP) pour l'IGDP, tel que décrit dans la partie 2 du CMD 25-H101.

3.0 QUESTIONS À L'ÉTUDE ET CONSTATATIONS DE LA COMMISSION

19. Pour rendre sa décision, la Commission a examiné un certain nombre de questions et de documents pertinents concernant la compétence d'OPG à exercer les activités qu'autoriserait le permis modifié. La Commission a également examiné la pertinence des mesures proposées par OPG pour préserver la santé et la sécurité des personnes, protéger l'environnement, maintenir la sécurité nationale et respecter les obligations internationales que le Canada a assumées.

²¹ CMD 25-H101, section « Proposed Licence Changes », page 60.

20. Les analyses de la Commission en vue de rendre sa décision dans ce dossier sont présentées dans les sections suivantes du présent compte rendu de décision :

- Section 3.1 Évaluation de la demande de modification de permis
- Section 3.2 Applicabilité de la *Loi sur l'évaluation d'impact*
- Section 3.3 Résumé des points de vue des participants à l'audience
- Section 3.4 Mesures de sûreté et de réglementation d'OPG en fonction des domaines de sûreté et de réglementation
- Section 3.5 Mobilisation et consultation des Autochtones
- Section 3.6 Autres questions d'intérêt réglementaire
- Section 3.7 Modification de permis

3.1 Évaluation de la demande de modification de permis

21. Pour être jugée complète, la demande de permis d'OPG doit respecter les exigences de la LSRN, du [Règlement général sur la sûreté et la réglementation nucléaires](#)²² (RGSRN) et d'autres règlements applicables pris en vertu de la LSRN. La Commission a examiné la demande d'OPG pour en déterminer l'exhaustivité.
22. L'examen par la Commission de la demande de modification du permis d'OPG est conforme au RGSRN,²³ qui décrit les éléments requis pour une telle demande. En bref, il s'agit d'une description des modifications proposées, de l'identification des mises à jour pertinentes, d'un résumé des installations et des systèmes concernés et du calendrier des modifications. De plus, le RGSRN stipule que la demande de permis ou la demande de renouvellement, de suspension en tout ou en partie, de modification, de révocation ou de remplacement d'un permis peut incorporer par renvoi les renseignements compris dans un permis valide, expiré ou révoqué²⁴.
23. OPG a fourni une explication, article par article, de la façon dont sa demande de modification de permis satisfait aux exigences de la LSRN, du RGSRN et d'autres règlements applicables pris en vertu de la LSRN²⁵.
24. Le personnel de la CCSN a soumis des renseignements détaillés sur son examen²⁶ de la demande d'OPG, conformément aux articles 3 et 6 du RGSRN et aux articles 3, 5 et 6 du [Règlement sur les installations nucléaires de catégorie I](#)²⁷ (RINCI).

²² DORS/2000-202.

²³ Article 6 du RGSRN.

²⁴ Article 7 du RGSRN.

²⁵ CMD 25-H101.1, pièce jointe 1.

²⁶ CMD 25-H101, section A.

²⁷ DORS/2000-204.

25. La Commission conclut que la demande de modification de permis présentée par OPG pour procéder à la préparation de l'emplacement et à la construction ou pour apporter des modifications à la construction de l'IGDP est complète et conforme aux exigences réglementaires. Elle comprend également des renseignements suffisants pour étayer une décision sur la proposition de modification de permis, conformément au paragraphe 24(2) de la LSRN.

3.2 Applicabilité de la *Loi sur l'évaluation d'impact*

26. Pour rendre sa décision, la Commission doit d'abord déterminer si des exigences de la LEI s'appliquent à la demande, rendant la réalisation d'une évaluation d'impact nécessaire.
27. Conformément à la LEI et au [Règlement sur les activités concrètes](#)²⁸ pris en vertu de celle-ci, des évaluations d'impact sont requises pour les projets ayant un grand potentiel d'entraîner des effets négatifs sur l'environnement dans des domaines de compétence fédérale. La modification proposée au permis de l'IGDP ne concerne pas les activités énumérées dans le Règlement et ne répond pas à la définition d'un projet sur le territoire domanial.
28. La Commission conclut qu'aucune exigence en vertu de la LEI ne requiert la tenue d'une évaluation d'impact. La Commission est également d'avis qu'il n'y a pas d'autres exigences applicables de la LEI à prendre en compte dans ce dossier²⁹.

3.3 Résumé des points de vue des participants à l'audience

29. En examinant la demande de modification de permis d'OPG, la Commission a porté une attention particulière à l'ensemble des mémoires et des points de vue exprimés, conformément à son mandat et à la portée de cette audience publique fondée sur des mémoires. La Commission apprécie les efforts et contributions de tous les participants.
30. OPG a fourni un résumé de sa position en ce qui concerne sa demande,³⁰ y compris ce qui suit :
- OPG confirme que la construction et l'exploitation de la SSCP se feront sur la base d'un dossier de sûreté rigoureux
 - les activités proposées pour soutenir la construction et l'exploitation de la SSCP ne compromettent pas la poursuite de l'exploitation sûre de l'IGDP, la sécurité du public et des employés ou la protection de l'environnement

²⁸ DORS/2019-285.

²⁹ La LEI peut imposer d'autres exigences aux autorités fédérales en ce qui concerne l'autorisation de projets qui ne sont pas désignés comme nécessitant une étude d'impact, notamment les projets devant être réalisés sur des terres fédérales, ou les projets à l'extérieur du Canada. Cette modification de permis n'est pas assortie d'une telle exigence.

³⁰ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 5.0.

- l'exploitation de la SSCP et l'entreposage des composants de DRFMA auront une incidence négligeable sur la sûreté de l'exploitation et sur la sécurité du public et des travailleurs
 - la construction et l'exploitation de la SSCP auront une incidence négligeable sur l'environnement
 - la construction et l'exploitation de la SSCP auront une incidence négligeable sur le fondement d'autorisation, la gouvernance, les programmes et les processus de l'IGDP
 - la construction et l'exploitation de la SSCP ne devraient pas entraîner de nouvelles répercussions négatives sur les droits ancestraux ou issus de traités des peuples autochtones
31. Le personnel de la CCSN a recommandé à la Commission de modifier le permis WFOL-W4-350.00/2028 afin d'autoriser OPG à construire et à exploiter la SSCP. Le personnel de la CCSN a évalué ce qui suit :
- OPG a démontré que les considérations relatives à la conception pour la construction de la SSCP proposée satisfont aux exigences réglementaires
 - OPG a correctement évalué les risques liés aux activités proposées au moyen d'évaluations de la sûreté et a démontré un niveau adéquat de protection des travailleurs, du public et de l'environnement
 - OPG reste compétente pour exercer les activités autorisées dans le permis d'exploitation et continue à prendre les mesures voulues pour assurer la protection des travailleurs, des personnes et de l'environnement³¹.
32. La Commission a reçu 9 interventions dans le cadre de cette audience. Les intervenants ont exprimé leurs points de vue sur les enjeux suivants :
- des préoccupations concernant l'examen de la demande actuelle d'OPG séparément des activités de réfection futures de la centrale nucléaire de Pickering
 - des préoccupations concernant le processus d'« audience publique par écrit »
 - l'absence de critères d'acceptation des déchets propres à la SSCP et à l'IGDP
 - le manque de détails concernant la nature et les caractéristiques des déchets qui seront entreposés dans la SSCP
 - l'absence d'une conception définitive pour la SSCP
 - des préoccupations concernant l'incertitude entourant le plan de gestion à long terme des déchets nucléaires
 - l'augmentation potentielle du risque d'exposition au rayonnement pour les travailleurs et le public en raison de la réfection et de la manipulation des déchets
 - des préoccupations concernant la délégation des pouvoirs pour l'administration des conditions de permis
 - des préoccupations concernant les communications publiques d'OPG en rapport avec la demande

³¹ CMD 25-H101, section 6.

33. Les enjeux suivants ont été soulevés à l'égard de la consultation et de la mobilisation des Nations et communautés autochtones :
- des commentaires et des recommandations concernant l'application de la DNUOPA et de sa disposition relative au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (CPLCC), ainsi que la mise en œuvre du Plan d'action de la LDNU
 - l'utilisation par OPG de modèles de dispersion atmosphérique désuets dans son évaluation prédictive des risques environnementaux (ERE prédictive)
 - l'incertitude entourant la gestion à long terme des déchets radioactifs
 - les répercussions historiques liées à la préparation de l'emplacement et à l'aménagement initiaux de la centrale de Pickering
34. Les enjeux soulevés par les participants à l'audience, et leur incidence sur les délibérations de la Commission, sont examinés plus en détail dans les sections appropriées du présent compte rendu de décision. Les enjeux soulevés par les Nations et communautés autochtones sont décrits en détail à la section 3.5.2 du présent compte rendu de décision.

3.4 Mesures de sûreté et de réglementation d'OPG en fonction des domaines de sûreté et de réglementation

35. La Commission a examiné les mesures de sûreté et de réglementation proposées par OPG à l'égard de la demande de cette dernière visant la construction et l'exploitation de la SSCP proposée à l'IGDP. L'évaluation de la Commission tient compte des mesures de sûreté et de réglementation qui s'appliquent à la demande, notamment dans les DSR suivants³² :
- Conduite de l'exploitation
 - Analyse de la sûreté
 - Conception matérielle
 - Aptitude fonctionnelle
 - Radioprotection
 - Protection de l'environnement
 - Gestion des déchets
36. OPG a fourni une évaluation de l'incidence des nouvelles activités proposées sur le fondement d'autorisation pour chacun des DSR associés au permis d'exploitation d'une installation de gestion des déchets visant l'IGDP³³. Elle a examiné la façon dont la SSCP s'inscrit dans son cadre établi de sûreté et de réglementation et est gérée par celui-ci, et a ainsi démontré que l'ajout de la SSCP aura une incidence minimale sur les protocoles existants de sûreté et d'exploitation. OPG a fait valoir qu'elle demeure responsable du maintien de l'exploitation sûre de l'IGDP et a affirmé que toutes les modifications relatives à la construction et à l'exploitation de la SSCP seraient effectuées conformément à son dossier de sûreté et à son processus de contrôle des modifications techniques (CMT).

³² CMD 25-H101, section 3.

³³ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 2.0.

37. Le personnel de la CCSN a fait valoir qu'il continuerait de surveiller le rendement d'OPG dans tous les aspects des DSR au moyen d'activités de surveillance réglementaire, y compris des inspections et des examens de la documentation associée aux programmes pertinents.

3.4.1 Conduite de l'exploitation

38. Le DSR Conduite de l'exploitation comprend un examen global de la réalisation des activités autorisées ainsi que des activités qui assurent un rendement efficace à l'IGDP. Le permis en vigueur d'OPG compte 2 conditions liées au DSR Conduite de l'exploitation :
- la condition de permis 3.1, aux termes de laquelle OPG doit mettre en œuvre et tenir à jour un programme d'exploitation qui comporte un ensemble de limites d'exploitation
 - la condition de permis 3.2, aux termes de laquelle OPG doit mettre en œuvre et tenir à jour un programme visant la production de rapports à l'intention de la Commission ou d'une personne autorisée par la Commission
39. En vertu du RINCI, une demande de permis d'exploitation d'une installation nucléaire de catégorie I doit comprendre des renseignements sur les mesures, politiques, méthodes et procédures proposées pour l'exploitation et l'entretien de l'installation nucléaire³⁴.
40. Le [REGDOC-3.1.2, Exigences relatives à la production de rapports, tome I : Installations nucléaires de catégorie I non productrices de puissance et mines et usines de concentration d'uranium](#)³⁵ énonce les exigences et l'orientation relatives aux rapports et avis que les titulaires de permis d'installations nucléaires de catégorie I (à l'exception des réacteurs de puissance) doivent soumettre à la CCSN.
41. OPG a fourni des renseignements sur l'applicabilité de son programme de conduite de l'exploitation dans le contexte de la modification de permis proposée³⁶, notamment dans les domaines suivants :
- conduite de l'exploitation
 - exigences relatives à la production de rapports
 - rapports d'exploitation trimestriels et annuels
42. OPG a fait valoir que les activités d'exploitation et d'entretien de la SSCP seraient réalisées conformément aux lignes de conduite pour l'exploitation (LCE) de l'IGDP et aux exigences du permis d'exploitation qui sera délivré par la CCSN. Bien qu'OPG ait souligné qu'aucun aspect particulier de la SSCP ne justifie des modifications importantes au cadre actuel de conduite de l'exploitation, elle a toutefois déterminé que certains documents du fondement

³⁴ Alinéa 6d).

³⁵ CCSN. Documents d'application de la réglementation REGDOC-3.1.2, *Exigences relatives à la production de rapports, tome I : Installations nucléaires de catégorie I non productrices de puissance et mines et usines de concentration d'uranium*, version 1.1, juillet 2022.

³⁶ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 2.3.

d'autorisation doivent être mis à jour pour refléter l'ajout de la SSCP, notamment les suivants :

- LCE de l'IGDP : la SSCP sera incluse dans la portée et désignée comme faisant partie des LCE de l'IGDP avant son exploitation
- rapport de sûreté de l'IGDP : la SSCP sera incluse au moment du prochain examen prévu, soit en 2028

OPG a noté que la proposition n'aurait aucune incidence sur son programme d'exigences relatives à la production de rapports et ses documents du fondement d'autorisation.

43. Le personnel de la CCSN a présenté son évaluation du rendement d'OPG dans le DSR Conduite de l'exploitation, qui comprend les domaines particuliers suivants³⁷ :
- réalisation des activités autorisées
 - procédures
 - rapport et établissement de tendances
44. Le personnel de la CCSN a fait valoir que le permis en vigueur autorise OPG à construire 2 bâtiments d'entreposage de conteneurs de stockage à sec³⁸ dans des conditions particulières qui requièrent l'élaboration de documents préalables à la construction et à l'exploitation, et qu'OPG s'est engagée à présenter des documents équivalents pour la SSCP proposée si le permis est modifié, assurant ainsi l'alignement sur les conditions de permis existantes³⁹. Le personnel de la CCSN a signalé qu'OPG s'était engagée à lui présenter ce qui suit :
- une trousse de documents établissant les exigences de conception, le plan de gestion de l'environnement et le plan de vérification de la construction conformément à la condition de permis 15.1⁴⁰, aux fins d'examen et d'acceptation par la Commission ou une personne autorisée par celle-ci
 - un rapport final de mise en service conformément à la condition de permis 15.2⁴¹, aux fins d'examen et d'acceptation par la Commission ou une personne autorisée par celle-ci
45. OPG s'est également engagée à mettre à jour le document du fondement d'autorisation intitulé « Preliminary Decommissioning Plan – Pickering Waste Management Facility » (plan préliminaire de déclassement [PPD] de l'IGDP) et la garantie financière connexe au moment de la prochaine présentation prévue de la garantie financière en 2027⁴². Le plan préliminaire de déclassement et la garantie financière connexe sont abordés de manière approfondie à la section 3.6.2 du présent compte rendu de décision.

³⁷ CMD 25-H101, section 3.1.

³⁸ Bâtiments d'entreposage n° 5 et 6.

³⁹ CMD 25-H101, section 1.3.

⁴⁰ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 2.15.1.

⁴¹ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 2.15.2.

⁴² Conformément à l'exigence, aux termes du manuel des conditions de permis de l'IGDP, selon laquelle les procédures doivent demeurer à jour et être révisées et actualisées. CMD 25-H101, section 3.1.1.

46. En ce qui concerne les critères d'acceptation des déchets (CAD) d'OPG, la Coalition pour le développement responsable de l'énergie au Nouveau-Brunswick ([CMD 25-H101.6](#)), Juan Pedro Unger ([CMD 25-H101.7](#)) et Northwatch ([CMD 25-H101.10](#)) ont exprimé leurs préoccupations quant à l'absence de CAD propres à la SSCP et à l'IGDP. Dans son mémoire, le personnel de la CCSN a signalé ce qui suit :
- OPG s'est engagée à élaborer des CAD fondés sur son expérience d'exploitation et délimités par les critères relevés dans l'évaluation de la sûreté d'OPG visant cette demande, lorsqu'elle envisage des CAD en vigueur dans une autre de ses installations de gestion des déchets (IGD) où sont réalisées des activités semblables. L'établissement des CAD reposera sur la vaste expérience acquise par OPG dans d'autres IGD (installation de gestion des déchets de Darlington [IGDD] et installation de gestion des déchets Western [IGDW]), où des types de déchets semblables sont gérés de manière sûre et efficace⁴³.
 - Dans le cadre de la condition de permis 15.2 visant la mise en service, le personnel de la CCSN vérifiera que les CAD satisfont aux exigences réglementaires et sont conformes à l'évaluation de la sûreté de la SSCP⁴⁴.
47. D'après la demande d'OPG, ses documents justificatifs et son rendement antérieur au cours de la période d'autorisation en vigueur, le personnel de la CCSN a déterminé ce qui suit :
- OPG a adéquatement évalué l'incidence de la modification de permis proposée sur le DSR Conduite de l'exploitation
 - OPG a satisfait aux exigences réglementaires applicables dans le cadre du DSR Conduite de l'exploitation, et aucune amélioration n'est proposée pour ce DSR durant la période d'autorisation visée
 - le programme d'exploitation d'OPG respecte le permis modifié proposé
48. D'après les renseignements versés au dossier, la Commission est d'avis qu'OPG dispose d'un programme d'exploitation qui permet la réalisation des activités visées par le fondement d'autorisation modifié proposé. Elle fonde sa conclusion sur les éléments suivants :
- OPG dispose actuellement d'un programme d'exploitation nucléaire qui satisfait aux exigences réglementaires, y compris celles du REGDOC-3.1.2
 - OPG dispose d'un processus qui permet d'élaborer et de gérer les modifications aux procédures visant à appuyer l'exploitation et l'entretien sûrs de l'IGDP, conformément aux exigences énoncées dans le MCP
 - les CAD sont délimités par les critères de l'évaluation de la sûreté d'OPG dans le cadre de cette demande
 - le personnel de la CCSN vérifiera que les CAD satisfont aux exigences réglementaires et sont conformes à l'évaluation de la sûreté de la SSCP

⁴³ CMD 25-H101, section 3.1.1.

⁴⁴ CMD 25-H101, section 3.7.1.

3.4.2 Analyse de la sûreté

49. Le DSR Analyse de la sûreté englobe la tenue à jour de l'analyse de la sûreté qui appuie le dossier de sûreté global de l'installation. Une analyse de la sûreté est une évaluation systématique des dangers possibles associés au fonctionnement d'une installation ou à la réalisation d'une activité proposée et sert à examiner l'efficacité des mesures et des stratégies de prévention qui visent à réduire les effets de ces dangers. Aux termes de la condition de permis 4.1 du permis en vigueur, OPG doit mettre en œuvre et tenir à jour un programme d'analyse de la sûreté.
50. En vertu du RGSRN, la demande de permis comprend une description et les résultats des épreuves, analyses ou calculs effectués pour corroborer les renseignements compris dans la demande⁴⁵.
51. En vertu du RINCI, la demande de permis d'exploitation comprend ce qui suit :
- une description des ouvrages de l'installation nucléaire, y compris leur conception et leurs conditions nominales d'exploitation⁴⁶
 - une description des systèmes et de l'équipement de l'installation nucléaire, y compris leur conception et leurs conditions nominales de fonctionnement⁴⁷
 - un rapport d'analyse de la sûreté (RAS) final⁴⁸
52. Le [REGDOC-2.4.4, Analyse de la sûreté pour les installations nucléaires de catégorie IB](#)⁴⁹ énonce les exigences et l'orientation que doivent suivre les demandeurs et titulaires de permis pour démontrer la sûreté d'une installation nucléaire de catégorie IB, et fournit des renseignements sur le programme d'analyse de la sûreté, la réalisation d'une analyse de la sûreté et les documents, dossiers et rapports d'analyse de la sûreté.
53. OPG a fourni des renseignements sur son programme d'analyse de la sûreté et sur l'applicabilité du programme dans le contexte de la modification de permis proposée⁵⁰, notamment dans les domaines suivants :
- programme d'analyse de la sûreté
 - analyse de la sûreté

⁴⁵ Alinéa 3(1)i).

⁴⁶ Alinéa 6a).

⁴⁷ Alinéa 6b).

⁴⁸ Alinéa 6c).

⁴⁹ CCSN. Documents d'application de la réglementation REGDOC-2.4.4, *Analyse de la sûreté pour les installations nucléaires de catégorie IB*, octobre 2022.

⁵⁰ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 2.4.

54. OPG a indiqué ce qui suit :

- l'évaluation préliminaire de la sûreté démontre la conformité aux exigences en matière de radioprotection durant l'exploitation normale de la SSCP, d'après plusieurs recommandations visant à orienter la conception détaillée de la structure
- l'estimation de la dose annuelle au public qui tient compte de l'ajout de la SSCP dont la conception est la plus favorable représente un faible pourcentage^{51,52} de la limite de dose au public fixée à 1 millisievert par année (mSv/an)⁵³ et respecte la cible de 100 microsievverts par année (µSv/an) pour l'IGDP
- OPG a effectué des évaluations de la sûreté visant la SSCP, conformément aux exigences applicables⁵⁴
- les conséquences sur la dose pour les travailleurs et le public à la suite de scénarios hypothétiques crédibles de défaillance ou d'accident respecteront tous les critères d'acceptation⁵⁵
- OPG s'est engagée à mettre à jour l'analyse de la sûreté en fonction des exigences de conception finales de la SSCP, puis à soumettre les documents actualisés au personnel de la CCSN avant la date de début des travaux de construction
- la proposition n'aura aucune incidence sur le document du fondement d'autorisation de l'analyse de la sûreté de l'IGDP intitulé « Reactor Safety Program » (programme de sûreté des réacteurs)

55. Le personnel de la CCSN a présenté son évaluation du rendement d'OPG dans le DSR Analyse de la sûreté, qui comprend les domaines particuliers suivants⁵⁶ :

- analyse déterministe de la sûreté
- analyse des dangers

⁵¹ Selon les calculs, l'estimation préliminaire par OPG de la dose totale reçue par le public au lieu où la dose au public est mesurée, d'après les données les plus prudentes, s'élevait à 35 µSv/an (3,5 % de la limite réglementaire de dose annuelle au public), en fonction des hypothèses associées à la méthode du RAS. CMD 25-H101.1, pièce jointe 1, section 5.1.

⁵² OPG a également estimé pour le pêcheur sportif une dose totale de 0,57 µSv/an provenant des activités actuelles de la centrale de Pickering et de l'IGDP ainsi que de la SSCP (0,06 % de la limite réglementaire de dose annuelle au public). CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 8.1.

⁵³ En vertu du *Règlement sur la radioprotection*, la limite réglementaire de dose à un membre du public est fixée à 1 mSv/an.

⁵⁴ La liste des exigences réglementaires liées au programme d'analyse de la sûreté comprend ce qui suit :

- Association canadienne de normalisation (Groupe CSA). Norme N292.0, *Principes généraux pour la gestion des déchets radioactifs et du combustible irradié*, 2014.
- Groupe CSA. Norme N292.2, *Entreposage à sec provisoire du combustible irradié*, 2013.
- Groupe CSA. Norme N292.3, *Gestion des déchets radioactifs de faible et de moyenne activité*, 2014.
- Groupe CSA. Norme N286.7, *Assurance de la qualité des programmes informatiques scientifiques, d'analyse et de conception*, 2016.

⁵⁵ CMD 25-H101.1, pièce jointe 1, section 6.3.

⁵⁶ CMD 25-H101, section 3.2.

56. Le personnel de la CCSN a signalé ce qui suit :

- OPG a soumis la dernière révision du RAS en novembre 2023⁵⁷
- le rapport de sûreté d'OPG fournit une évaluation des conséquences potentielles et démontre le dossier de sûreté au moyen de la défense en profondeur
- OPG a évalué les effets potentiels des activités autorisées proposées et a procédé à une nouvelle analyse, au besoin, puis a confirmé que les résultats demeurent inchangés
- les résultats de l'évaluation de la sûreté concordent avec les travaux antérieurs d'OPG à l'IGDW et ne dénotent aucun changement notable sur le plan des paramètres de sûreté en cours d'exploitation normale par rapport aux activités autorisées
- OPG a évalué son programme d'analyse de la sûreté en fonction des exigences réglementaires actualisées décrites dans le REGDOC-2.4.4; elle s'efforce de se conformer pleinement à ces exigences réglementaires, et la mise en œuvre complète est prévue en décembre 2028
- OPG présentera au personnel de la CCSN des renseignements à l'appui sur le risque négligeable de liquéfaction du sol, lesquels seront examinés avant que le personnel recommande d'entamer les activités de construction, aux termes de la condition de permis 15.1

57. D'après la demande d'OPG, ses documents justificatifs et son rendement antérieur au cours de la période d'autorisation en vigueur, le personnel de la CCSN a déterminé ce qui suit :

- l'évaluation de la sûreté démontre le respect des exigences en matière de radioprotection dans le cadre des activités courantes de l'IGDP
- OPG a utilisé une approche probabiliste⁵⁸ pour déterminer les scénarios d'accident crédibles, et des évaluations des conséquences de ces scénarios ont été réalisées au moyen d'une approche déterministe
- les hypothèses utilisées par OPG dans l'évaluation de la sûreté visant la SSCP proposée sont fondées sur des sources de données éprouvées ou vérifiées

58. D'après les renseignements versés au dossier et décrits ci-dessus, la Commission est d'avis qu'OPG dispose d'un programme d'analyse de la sûreté qui permet la réalisation des activités visées par le permis modifié proposé. Elle fonde sa conclusion sur les éléments suivants :

- OPG a mis en œuvre et tenu à jour un programme d'analyse de la sûreté qui satisfait aux exigences réglementaires
- le programme d'analyse de la sûreté existant d'OPG permet d'appuyer les activités autorisées visées par le permis modifié

⁵⁷ Aux termes des conditions du MCP de l'IGDP, OPG doit examiner, réviser (le cas échéant) et présenter son RAS au moins tous les 5 ans.

⁵⁸ Une étude probabiliste de sûreté consiste en une analyse complète et intégrée de la sûreté d'une installation. Elle tient compte de la probabilité, de la progression et des conséquences de la défaillance de l'équipement ou des conditions transitoires pour fournir des données numériques qui donnent une mesure cohérente de la sûreté de l'installation.

- OPG a correctement évalué les dangers associés à la modification de permis proposée et a démontré un niveau de protection approprié pour un vaste éventail de conditions d'exploitation
- l'évaluation de la sûreté démontre le respect des exigences en matière de radioprotection dans le cadre des activités courantes de l'IGDP

3.4.3 Conception matérielle

59. Le DSR Conception matérielle est lié aux activités qui ont une incidence sur la capacité des structures, systèmes et composants à respecter et à maintenir leur dimensionnement. On appelle dimensionnement la gamme des conditions auxquelles l'installation doit résister, suivant des critères déterminés, sans dépasser les limites autorisées pour le fonctionnement prévu des systèmes de sûreté. Le permis en vigueur d'OPG compte 2 conditions liées au DSR Conception matérielle :
- la condition de permis 5.1, aux termes de laquelle OPG doit mettre en œuvre et tenir à jour un programme de conception
 - la condition de permis 5.2, aux termes de laquelle OPG doit mettre en œuvre et tenir à jour un programme d'enveloppe sous pression et disposer d'une entente officielle avec une agence d'inspection autorisée
60. Le RGSRN stipule que la demande de permis comprend une description de l'installation nucléaire, de l'équipement réglementé ou des renseignements réglementés visés par la demande⁵⁹.
61. En vertu du RINCI :
- la demande de permis visant une installation nucléaire de catégorie I comprend une description de l'emplacement de l'activité visée par la demande, ainsi que des plans indiquant l'emplacement, le périmètre, les aires, les ouvrages et les systèmes de l'installation nucléaire⁶⁰
 - la demande de permis pour exploiter une installation nucléaire de catégorie I comprend une description des ouvrages, des systèmes et de l'équipement de l'installation nucléaire, y compris leur conception et leurs conditions nominales d'exploitation ou de fonctionnement⁶¹
62. Aux termes des conditions du MCP en vigueur de l'IGDP :
- la conception de l'installation et les modifications connexes sont reflétées avec exactitude dans les analyses de sûreté

⁵⁹ Alinéa 3(1)d).

⁶⁰ Alinéas 3a) et 3b).

⁶¹ Alinéas 6a) et 6b).

- OPG s'assure que les modifications apportées à la conception de l'installation sont contrôlées et que l'installation est conforme à son dimensionnement et son fondement d'autorisation
 - les modifications apportées à la conception de l'installation sont conformes aux codes, normes et règlements applicables, y compris la prise en compte adéquate des facteurs humains
63. OPG a fourni à la Commission des renseignements sur l'applicabilité de son programme de conception matérielle dans le contexte de la modification de permis proposée, notamment dans les domaines suivants⁶² :
- programme de conception
 - enveloppe sous pression
64. OPG a fait valoir ce qui suit :
- la conception et toute modification de la SSCP respecteraient les documents d'application de la réglementation liés au programme de conception⁶³
 - la construction et l'exploitation de la SSCP n'auraient aucune incidence sur les documents du fondement d'autorisation du programme de conception de l'IGDP
 - la construction et l'exploitation de la SSCP ainsi que l'entreposage provisoire de DRFMA n'auraient aucune incidence sur les exigences réglementaires relatives à l'enveloppe sous pression de l'IGDP ou aux documents du fondement d'autorisation connexes
65. OPG a fait valoir que la SSCP est destinée à l'entreposage provisoire des DRFMA provenant d'activités potentielles de réfection des tranches 5 à 8 ainsi que d'activités futures de déclasserement des tranches 1 à 4 de la centrale de Pickering. Elle a également fourni une évaluation de la sûreté qui décrit les modifications apportées à la conception de l'installation⁶⁴, notamment :
- l'emplacement de la SSCP proposée
 - les hypothèses de conception associées à la SSCP
 - les analyses détaillées de sensibilité et d'optimisation de la configuration de la conception

⁶² CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 2.5.

⁶³ La liste des exigences réglementaires liées au programme de conception matérielle comprend ce qui suit :

- Conseil national de recherches du Canada. [Code national du bâtiment – Canada 2020](#), 2020.
- Conseil national de recherches du Canada. [Code national de prévention des incendies](#), 2020.
- Groupe CSA. Certains aspects de la norme N393, *Protection contre les incendies dans les installations qui traitent, manipulent ou entreposent des substances nucléaires*, 2022.

⁶⁴ CMD 25-H101.1, pièce jointe 1.

66. Le personnel de la CCSN a présenté son évaluation du rendement d'OPG dans le DSR Conception matérielle, qui comprend les domaines particuliers suivants⁶⁵ :
- gouvernance de la conception
 - conception de l'installation
 - conception des structures
67. La Coalition pour un développement énergétique responsable au Nouveau-Brunswick ([CMD 25-H101.6](#)) et Northwatch ([CMD 25-H101.10](#)) ont exprimé des préoccupations au sujet de l'absence d'une conception définitive de la SSCP dans le cadre de la présentation d'OPG. Dans son mémoire, OPG :
- a décrit la conception, l'aménagement et les caractéristiques de soutien de la SSCP proposée
 - a expliqué que la conception de la SSCP est fondée sur des structures éprouvées (bâtiment de stockage des déchets de retubage à l'IGDD et bâtiment d'entreposage des générateurs de vapeur à l'IGDW), qu'elle comprend un blindage adéquat et qu'elle est conforme aux codes et normes applicables⁶⁶
 - a fait valoir que les exigences définitives de conception de la SSCP seraient communiquées au personnel de la CCSN avant la date de début des activités de construction⁶⁷
68. Le personnel de la CCSN a fait valoir qu'il avait examiné les renseignements d'OPG sur la conception et qu'il avait jugé le niveau de détail satisfaisant et conforme aux exigences réglementaires⁶⁸. Le personnel de la CCSN a également fait valoir qu'il ferait ce qui suit⁶⁹ :
- examiner la trousse de documents et en confirmer la conformité aux exigences de conception et d'autorisation, après quoi la trousse devra être acceptée par la Commission ou une personne autorisée par celle-ci
 - confirmer que des exigences de conception appropriées ont été élaborées et soumises à la CCSN avant le début des activités de construction, conformément à la condition de permis 15.1
 - analyser l'évaluation des risques d'incendie propre à la SSCP avant le début des activités de construction, conformément à la condition de permis 15.1
69. Le personnel de la CCSN a ajouté que, aux termes de la condition de permis 15.1, OPG doit également démontrer que toute modification à la conception demeure conforme au fondement d'autorisation⁷⁰.

⁶⁵ CMD 25-H101, section 3.3.

⁶⁶ CMD 25-H101.1, pièce jointe 1, section 3.1.2.2.

⁶⁷ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 2.5.

⁶⁸ CMD 25-H101, section 3.3.1.

⁶⁹ CMD 25-H101, section 3.3.1.

⁷⁰ CMD 25-H101, partie 2, ébauche du manuel des conditions de permis.

70. D'après la demande d'OPG, ses documents justificatifs et son rendement antérieur au cours de la période d'autorisation en vigueur, le personnel de la CCSN a déterminé ce qui suit⁷¹ :
- la demande d'OPG décrivait clairement les activités proposées, l'emplacement et les modifications apportées à la conception de l'installation
 - OPG a appliqué un processus de CMT éprouvé pour mettre en œuvre les modifications à la conception de l'installation
 - OPG possède de l'expérience dans la mise en œuvre de modifications à la conception d'autres IGD
71. D'après les renseignements versés au dossier et décrits ci-dessus, la Commission est d'avis qu'OPG dispose d'un programme de conception matérielle qui permet la réalisation des activités visées par le permis modifié proposé. Elle fonde sa conclusion sur les éléments suivants :
- OPG a mis en œuvre et tenu à jour un programme de conception matérielle qui satisfait aux exigences réglementaires
 - le programme de conception matérielle existant d'OPG permet d'appuyer les activités autorisées visées par le permis modifié
 - OPG a démontré que les considérations relatives à la conception de la SSCP proposée sont conformes aux exigences réglementaires applicables
 - le personnel de la CCSN examinera la trousse de documents et le rapport de mise en service, et il confirmera les exigences en matière de conception pour s'assurer qu'OPG satisfait aux exigences réglementaires

3.4.4 Aptitude fonctionnelle

72. Le DSR Aptitude fonctionnelle englobe les activités qui ont une incidence sur l'état physique des structures, systèmes et composants afin de veiller à ce qu'ils demeurent efficaces au fil du temps. Il comprend un ensemble intégré de programmes qui assurent la disponibilité de l'équipement pour exécuter sa fonction nominale lorsque l'équipement doit servir. Aux termes de la condition de permis 6.1 du permis en vigueur, OPG doit mettre en œuvre et tenir à jour un programme d'aptitude fonctionnelle.
73. En vertu du RINCI, une demande de permis d'exploitation d'une installation nucléaire de catégorie I comprend les mesures, politiques, méthodes et procédures proposées pour l'exploitation et l'entretien de l'installation nucléaire⁷². Le [REGDOC-2.6.3, Gestion du vieillissement](#)⁷³ énonce les exigences relatives à la gestion du vieillissement des structures, systèmes et composants d'une installation dotée de réacteurs.

⁷¹ CMD 25-H101, section 3.3.2.

⁷² Alinéa 6d).

⁷³ CCSN. REGDOC-2.6.3, *Gestion du vieillissement*, mars 2014.

74. OPG a fourni à la Commission des renseignements sur l'applicabilité de son programme d'aptitude fonctionnelle dans le contexte de la modification de permis proposée⁷⁴. OPG a indiqué ce qui suit :
- OPG est déterminée à se conformer au REGDOC-2.6.3
 - la construction et l'exploitation de la SSCP proposée n'auront aucune incidence sur les documents du fondement d'autorisation existants liés au DSR Aptitude fonctionnelle
75. Le personnel de la CCSN a présenté son évaluation du rendement d'OPG dans le DSR Aptitude fonctionnelle, qui comprend le domaine particulier Gestion du vieillissement⁷⁵. D'après la demande d'OPG, ses documents justificatifs et son rendement antérieur au cours de la période d'autorisation en vigueur, le personnel de la CCSN a déterminé ce qui suit :
- OPG a évalué adéquatement les activités autorisées proposées par rapport aux exigences réglementaires associées au DSR Aptitude fonctionnelle
 - bien que les générateurs de vapeur et les conteneurs de déchets de retubage (CDR) soient nouveaux à l'IGDP, OPG a déjà acquis une expérience de la gestion de ces types de déchets à ses autres installations autorisées (IGDD et IGDW), et le personnel de la CCSN a confirmé que, à ses sites, OPG respecte les exigences connexes
76. D'après les renseignements versés au dossier et décrits ci-dessus, la Commission est d'avis qu'OPG dispose d'un programme d'aptitude fonctionnelle qui permet la réalisation des activités visées par le permis modifié proposé. Elle est d'avis que les programmes et processus existants d'OPG liés au DSR Aptitude fonctionnelle satisfont aux exigences réglementaires et permettent la réalisation des activités visées par le permis modifié proposé.

3.4.5 Radioprotection

77. Le DSR Radioprotection englobe la mise en œuvre d'un programme de radioprotection conformément au [Règlement sur la radioprotection](#)⁷⁶. Le programme doit garantir que les niveaux de contamination et les doses de rayonnement aux personnes sont surveillés, contrôlés et maintenus au niveau le plus bas qu'il soit raisonnablement possible d'atteindre (ALARA), tout en tenant compte des facteurs sociaux et économiques. Aux termes de la condition de permis 7.1 du permis en vigueur, OPG doit mettre en œuvre et tenir à jour un programme de radioprotection.

⁷⁴ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 2.6.

⁷⁵ CMD 25-H101, section 3.4.

⁷⁶ DORS/2000-203.

78. En vertu du *Règlement sur la radioprotection*⁷⁷, le titulaire de permis doit mettre en œuvre un programme de radioprotection. Dans le cadre de ce programme, les titulaires de permis doivent maintenir la dose efficace et la dose équivalente qui sont reçues par les personnes, et engagées à leur égard, au niveau ALARA, compte tenu des facteurs économiques et sociaux, et doivent déterminer la quantité et la concentration des substances nucléaires rejetées par suite de l'activité autorisée.
79. En vertu du RINCI⁷⁸, la demande de permis pour exploiter une installation nucléaire de catégorie I comprend les procédures proposées pour la manipulation, le stockage provisoire, le chargement et le transport des substances nucléaires et des substances dangereuses, et les effets sur l'environnement ainsi que sur la santé et la sécurité des personnes que peuvent avoir l'exploitation et le déclassement de l'installation nucléaire, de même que les mesures qui seront prises pour éviter ou atténuer ces effets.
80. OPG a fourni des renseignements sur son programme de radioprotection et sur l'applicabilité du programme dans le contexte de la modification de permis proposée⁷⁹, notamment dans les domaines suivants :
- radioprotection
 - incidence du débit de dose sur le public et l'environnement
81. OPG a fait valoir ce qui suit :
- OPG s'engage à poursuivre la mise en œuvre de son programme de radioprotection, y compris la planification des travaux, l'utilisation de permis de radioexposition, la surveillance des doses et la surveillance des débits de dose, pour veiller à ce que les doses demeurent conformes au principe ALARA
 - les principaux dangers radiologiques sont les faibles concentrations de rayonnement gamma externe (générateurs de vapeur et CDR) et les faibles concentrations de rayonnement neutronique (CDR seulement)
 - des CAD seront établis pour s'assurer qu'il n'y a pas de contamination externe non fixée et pour préciser les limites supérieures associées aux dangers radiologiques externes
 - d'après l'expérience acquise à l'IGDW, les formes de déchets auront une incidence minimale sur la sécurité des travailleurs et sur la dose au public
 - de faibles concentrations de rayonnement neutronique provenant du californium 252 sont attendues à proximité des CDR, mais un blindage temporaire permettra de réduire les débits de dose et de satisfaire aux critères d'acceptation, en particulier le long du périmètre de la SSCP
 - l'évaluation de la sûreté d'OPG comprenait la modélisation de diverses options de conception et d'analyses de la sensibilité en vue d'optimiser la conception aux fins de réduction de la dose

⁷⁷ Article 4.

⁷⁸ Alinéas 6e) et 6h).

⁷⁹ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 2.7.

- l'aménagement définitif de la SSCP, qui comprend des murs intérieurs blindés en béton, est conforme aux limites dérivées de débit de dose autorisées au périmètre du bâtiment et aux emplacements des récepteurs publics
 - des contrôles radiologiques courants, y compris des mesures du rayonnement neutronique, permettront de s'assurer que les débits de dose globaux (gamma + neutron) sont inférieurs à la limite dérivée de débit de dose fixée à 0,5 µSv/h en moyenne répartie sur un trimestre
 - la radioexposition des travailleurs associée au stockage et à la mise en place des DRFMA sera gérée dans le cadre du programme de radioprotection existant d'OPG
 - la modification de permis proposée n'aurait aucune incidence sur les documents du fondement d'autorisation de l'IGDP relatifs à la radioprotection et au principe ALARA
82. Le personnel de la CCSN a présenté son évaluation du rendement d'OPG dans le DSR Radioprotection, qui comprend les domaines particuliers suivants⁸⁰ :
- application du principe ALARA
 - contrôle des doses aux travailleurs
 - rendement du programme de radioprotection
 - contrôle des risques radiologiques
83. Le personnel de la CCSN a fait valoir ce qui suit⁸¹ :
- il n'a relevé aucune lacune dans le programme de radioprotection d'OPG en ce qui concerne la demande
 - il est d'avis que les doses aux travailleurs demeureraient inférieures à la limite réglementaire de dose efficace et au seuil de contrôle administratif d'OPG⁸²
 - il est d'avis que, selon l'analyse d'OPG, les doses aux travailleurs demeureront inférieures aux limites réglementaires et aux limites de dose pour les scénarios d'accident hypothétique
 - chaque générateur de vapeur ou CDR reçu à la SSCP serait inspecté et soumis à un contrôle afin de confirmer que les débits de dose sont conformes aux CAD associés à l'installation proposée
84. Northwatch ([CMD 25-H101.10](#)) s'est dite préoccupée par le fait que la dose efficace individuelle maximale prévue à un travailleur de la SSCP proposée au cours des activités de mise en place était estimée à 9,60 mSv. Dans son mémoire, OPG a noté que cette valeur représentait la dose individuelle maximale reçue par un seul travailleur qui exécute toutes les tâches de mise en place qui entraîne une dose élevée durant l'ensemble du cycle de vie du projet visant la réception des déchets à la SSCP, outre la supervision⁸³. Dans l'optique du

⁸⁰ CMD 25-H101, section 3.5.

⁸¹ CMD 25-H101, section 3.5.1.

⁸² La limite réglementaire de dose à un travailleur du secteur nucléaire (TSN) est fixée à 50 mSv par an et à 100 mSv sur 5 ans. OPG dispose de ses propres limites internes pour les TSN : une limite de dose administrative fixée à 20 mSv/an, et un seuil de contrôle de l'exposition fixé à 10 mSv/an.

⁸³ CMD 25-H101.1, pièce jointe 1, section 7.0, tableau 77.

maintien des doses inférieures à son seuil d'exposition interne fixé à 10 mSv/an, OPG a fait valoir ce qui suit⁸⁴ :

- les tâches de mise en place devraient être réparties entre plusieurs travailleurs
- l'évaluation du principe ALARA suggérait d'utiliser un blindage temporaire et d'explorer d'autres gains d'efficience à l'égard des activités de travail, des simulations et des méthodes de rechange visant le transfert des colis de déchets
- l'expérience d'exploitation d'OPG à l'égard des déchets générés dans le cadre de campagnes semblables visant d'autres installations, comme les générateurs de vapeur et CDR découlant du projet de remplacement des composants majeurs à la tranche 6 de Bruce, a montré que les doses individuelles réelles les plus élevées étaient considérablement inférieures aux estimations théoriques et bien inférieures aux limites réglementaires

85. Le personnel de la CCSN a fait valoir qu'OPG a maintenu un rendement satisfaisant dans tous les domaines particuliers du DSR Radioprotection tout au long de la période d'autorisation en vigueur. Il a signalé qu'OPG avait maintenu les doses aux travailleurs inférieures aux limites réglementaires, et qu'il n'y avait eu aucun dépassement du seuil d'intervention lié aux doses reçues par les travailleurs ou aux événements au cours desquels les concentrations dépassaient le seuil d'intervention d'OPG pour le contrôle de la contamination à l'IGDP. D'après la demande d'OPG, ses documents justificatifs et son rendement antérieur au cours de la période d'autorisation en vigueur, le personnel de la CCSN a déterminé ce qui suit :

- le programme de radioprotection d'OPG permet de protéger les travailleurs à l'IGDP
- OPG a démontré son engagement à l'égard du principe ALARA par la mise en œuvre de son programme de radioprotection à l'IGDP

86. D'après les renseignements versés au dossier et décrits ci-dessus, la Commission est d'avis qu'OPG dispose d'un programme de radioprotection qui permet la réalisation des activités visées par le permis modifié proposé. Elle fonde sa conclusion sur les éléments suivants :

- OPG a mis en œuvre et tenu à jour un programme de radioprotection qui satisfait aux exigences réglementaires
- le programme de radioprotection existant d'OPG permet d'appuyer les activités autorisées visées par le permis modifié
- les doses aux travailleurs demeureront inférieures à la limite réglementaire de dose efficace
- la dose au public demeurerait inférieure à la limite réglementaire

⁸⁴ CMD 25-H101.1, pièce jointe 1, section 7.0.

3.4.6 Protection de l'environnement

87. Le DSR Protection de l'environnement englobe les programmes qui servent à détecter, à contrôler et à surveiller tous les rejets de substances radioactives et dangereuses qui proviennent des installations ou des activités autorisées, ainsi que leurs effets sur l'environnement. Ces programmes comprennent le contrôle des effluents et des rejets, la surveillance de l'environnement et l'estimation des doses au public. Le permis en vigueur d'OPG compte 2 conditions liées au DSR Protection de l'environnement :
- la condition de permis 9.1, aux termes de laquelle OPG doit mettre en œuvre et tenir à jour un programme de protection de l'environnement
 - la condition de permis 9.2, aux termes de laquelle OPG doit mettre en œuvre et tenir à jour un plan de suivi de l'évaluation environnementale
88. En vertu de la LSRN, le titulaire de permis doit prendre les mesures voulues pour protéger l'environnement. En vertu du RGSRN, le titulaire de permis prend toutes les précautions raisonnables pour protéger l'environnement, préserver la santé et la sécurité des personnes et contrôler le rejet de substances nucléaires radioactives ou de substances dangereuses que l'activité autorisée peut entraîner là où elle est exercée et dans l'environnement⁸⁵. En vertu du *Règlement sur la radioprotection*, la limite de dose au public est fixée à 1 mSv par année civile⁸⁶.
89. Le [REGDOC-2.9.1, Principes, évaluations environnementales et mesures de protection de l'environnement](#)⁸⁷ décrit les principes de la CCSN en matière de protection de l'environnement, la portée d'une évaluation environnementale, les rôles et responsabilités associés à une évaluation environnementale ainsi que les exigences et l'orientation de la CCSN relatives à l'élaboration de mesures de protection de l'environnement, y compris une évaluation des risques environnementaux (ERE), au besoin. La série de normes CSA N288 établit les exigences et l'orientation relatives à la gestion environnementale des installations nucléaires⁸⁸.

⁸⁵ Alinéas 12(1)c) et f).

⁸⁶ En vertu du paragraphe 1(3).

⁸⁷ CCSN. Document d'application de la réglementation REGDOC-2.9.1, *Principes, évaluations environnementales et mesures de protection de l'environnement*, version 1.2, avril 2017.

⁸⁸ La série de normes N288 du Groupe CSA, résumée ci-dessous, établit les exigences et l'orientation relatives à la gestion environnementale des installations nucléaires :

- Groupe CSA. Norme N288.1, *Guide de calcul des limites opérationnelles dérivées de matières radioactives dans les effluents gazeux et liquides durant l'exploitation normale des installations nucléaires*, 2014 (C2019).
- Groupe CSA. Norme N288.4, *Programmes de surveillance de l'environnement aux installations nucléaires de catégorie I et aux mines et usines de concentration d'uranium*, 2010 (C2015).
- Groupe CSA. Norme N288.5, *Programmes de surveillance des effluents aux installations nucléaires de catégorie I et aux mines et usines de concentration d'uranium*, 2011 (C2021).
- Groupe CSA. Norme N288.6, *Évaluation des risques environnementaux aux installations nucléaires de catégorie I et aux mines et usines de concentration d'uranium*, 2012 (C2017).
- Groupe CSA. Norme N288.7, *Programmes de protection des eaux souterraines aux installations nucléaires de catégorie I et aux mines et usines de concentration d'uranium*, 2015 (C2020).
- Groupe CSA. Norme N288.8, *Établissement et mise en œuvre de seuils d'intervention pour les rejets dans l'environnement par les installations nucléaires*, 2017 (C2022).

90. OPG a fourni des renseignements sur son programme de protection de l'environnement et sur l'applicabilité du programme dans le contexte de sa demande⁸⁹, notamment dans les domaines suivants :

- protection de l'environnement
- contrôle des effluents et des rejets
- système de gestion de l'environnement (SGE)
- validité continue des documents d'autorisation et des mémoires présentés antérieurement à la CCSN
- programme de suivi de l'évaluation environnementale

91. OPG a fait valoir ce qui suit :

- OPG s'engage à se conformer aux exigences de la série de normes N288 du Groupe CSA, conformément au MCP de l'IGDP
- la construction et l'exploitation de la SSCP ne nécessitent pas de modifier les limites de rejet dérivées, les seuils d'intervention ou les seuils d'enquête internes
- durant l'exploitation et l'entretien de la SSCP, les déchets radioactifs demeureront confinés, et aucun rejet radioactif n'est prévu dans des conditions d'exploitation normales
- l'exploitation de la SSCP sera conforme au SGE existant d'OPG, qui est certifié en vertu de la norme ISO 14001, *Systèmes de management environnemental – Exigences et lignes directrices pour son utilisation*⁹⁰
- OPG n'a pas besoin de modifier les documents du fondement d'autorisation liés à la protection de l'environnement ni sa gouvernance, ses programmes et ses processus

92. Le personnel de la CCSN a présenté son évaluation du rendement d'OPG dans le DSR Protection de l'environnement, qui comprend les domaines particuliers suivants⁹¹ :

- évaluation des risques environnementaux
- contrôle des effluents et des rejets
- évaluation et surveillance
- protection des personnes
- SGE

⁸⁹ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 2.9.

⁹⁰ Norme ISO 14001, *Systèmes de management environnemental – Exigences et lignes directrices pour son utilisation*, 2015 (C2021).

⁹¹ CMD 25-H101, section 3.6.

93. Le personnel de la CCSN a signalé ce qui suit⁹² :

- OPG tient à jour un programme de protection de l'environnement conçu et mis en œuvre pour satisfaire aux exigences énoncées dans le REGDOC-2.9.1
- OPG a présenté, conformément à la norme CSA N288.6^{93,94}, une ERE prédictive qui comprend une évaluation des risques écologiques (EREco) et une évaluation des risques pour la santé humaine (ERSH)
- d'après l'ERE prédictive, aucune modification au programme de surveillance environnementale n'est nécessaire
- l'ERSH d'OPG n'a permis de relever aucun risque important pour la santé découlant de la SSCP proposée, puisque la dose de rayonnement estimée à la personne la plus exposée est bien inférieure à la limite réglementaire^{95,96}
- bien que la construction et l'exploitation de la SSCP puissent avoir des effets sur l'environnement au cours des premières phases du projet, OPG dispose de plans pour gérer et atténuer ces effets, au moyen de son plan de gestion de l'environnement et d'une surveillance continue
- aucun effet négatif n'est attendu en raison des dangers pour l'environnement durant la construction
- OPG soumettra à l'examen du personnel de la CCSN un plan de gestion de l'environnement (y compris un plan de gestion des eaux pluviales) qui décrit les procédures de protection de l'environnement, conformément à la condition de permis 15.1
- d'après le personnel de la CCSN, la SSCP proposée n'aura aucun effet négatif sur le SGE d'OPG, qui permet d'assurer la protection de l'environnement et l'amélioration continue

94. D'après les données de surveillance environnementale de 2019 à 2023, le personnel de la CCSN a confirmé que les concentrations de radionucléides dans l'environnement ont entraîné des doses au public qui sont demeurées bien inférieures aux limites réglementaires. D'après la demande d'OPG, ses documents justificatifs et son rendement antérieur au cours de la période d'autorisation en vigueur, le personnel de la CCSN a déterminé qu'OPG avait mis en œuvre et tenu à jour à l'IGDP un programme de protection de l'environnement efficace qui satisfait aux exigences réglementaires et qui continue d'assurer la protection des personnes et de l'environnement.

⁹² CMD 25-H101, section 3.6.1.

⁹³ Conformément à la clause 11.1 de la norme CSA N288.6:22 et à la section 4.1.1 du REGDOC-2.9.1, la révision d'une ERE prédictive est nécessaire lorsqu'une modification importante à l'installation est proposée. La construction et l'exploitation de la SSCP proposée ont déclenché une ERE prédictive.

⁹⁴ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2.

⁹⁵ L'estimation de la dose au public associée au pêcheur sportif est de $4,89 \times 10^{-3}$ µSv/an, même lorsqu'on se fonde sur des hypothèses prudentes. Cette estimation de dose représente 0,0005 % de la limite réglementaire de dose au public (1 mSv/an). CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 6.4.

⁹⁶ La dose totale au pêcheur sportif provenant des activités actuelles (de la centrale de Pickering et de l'IGDP) et de la SSCP a été estimée à 0,57 µSv/an. Cette dose cumulative représente 0,06 % de la limite réglementaire de dose au public (1 mSv/an). CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 8.1.

95. Dans son mémoire ([CMD 25-H101.8](#)), la Première Nation de Curve Lake (PNCL) a soulevé des préoccupations à l'égard de l'utilisation par OPG de ce qu'elle considère comme des modèles de dispersion atmosphérique désuets. Quant à elle, OPG a abordé dans son mémoire l'incertitude entourant le modèle atmosphérique utilisé dans son ERE prédictive, notamment en ce qui concerne les éléments suivants⁹⁷ :
- [traduction] « On a jugé que le projet de SSCP respectait les paramètres limitatifs du modèle atmosphérique utilisé dans l'EE 2003 visant l'agrandissement de la phase II de l'IGDP, car la portée du projet de la phase II de l'IGDP était plus grande que celle du projet de SSCP et comprenait la préparation de l'emplacement pour une zone plus vaste ainsi que la construction de plusieurs bâtiments d'entreposage. »
 - [traduction] « Compte tenu de changements limités sur le plan des conditions météorologiques au fil du temps et du niveau de prudence dans la modélisation de 2003, la modélisation atmosphérique figurant dans l'EE 2003 visant l'agrandissement de la phase II de l'IGDP demeure appropriée. »
96. D'après les renseignements versés au dossier et décrits ci-dessus, la Commission conclut qu'OPG dispose d'un programme de protection de l'environnement qui permet la réalisation des activités visées par le permis modifié proposé. Elle fonde sa conclusion sur les éléments suivants :
- les programmes et processus existants d'OPG liés au DSR Protection de l'environnement satisfont aux exigences réglementaires, y compris celles du REGDOC-2.9.1 et de la série de normes N288 du Groupe CSA
 - le programme de protection de l'environnement existant d'OPG permet de gérer les activités autorisées visées par le permis modifié proposé
 - la modification de permis proposée n'entraînerait aucun risque additionnel pour le public ou l'environnement
 - le personnel de la CCSN examinera le plan de gestion de l'environnement et le plan de gestion des eaux pluviales d'OPG avant de formuler une recommandation sur le début des activités de construction

3.4.7 Gestion des déchets

97. Le DSR Gestion des déchets englobe les programmes internes relatifs aux déchets qui font partie de l'exploitation de l'installation jusqu'à ce que les déchets soient retirés de l'installation et transportés vers une installation distincte de gestion des déchets. Il englobe également la planification du déclassement. Les plans de déclassement et la garantie financière connexe sont abordés à la section 3.6.2 du présent compte rendu de décision.

⁹⁷ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 6.5.

98. Le permis en vigueur d'OPG compte 2 conditions liées au DSR Gestion des déchets :
- la condition de permis 11.1, aux termes de laquelle OPG doit mettre en œuvre et tenir à jour un programme de gestion des déchets
 - la condition de permis 11.2, aux termes de laquelle OPG doit mettre en œuvre et tenir à jour une stratégie de déclassement
99. En vertu du RGSRN, la demande de permis comprend le nom, la quantité, la forme, l'origine et le volume des déchets radioactifs ou des déchets dangereux que l'activité visée par la demande peut produire, y compris les déchets qui peuvent être stockés provisoirement ou en permanence, gérés, traités, évacués ou éliminés sur les lieux de l'activité, et la méthode proposée pour les gérer et les stocker en permanence, les évacuer ou les éliminer⁹⁸.
100. Le [REGDOC-2.11.1, Gestion des déchets, tome I : Gestion des déchets radioactifs](#)⁹⁹ énonce les exigences et l'orientation de la CCSN relatives à la gestion des déchets radioactifs. La série de normes N292 du Groupe CSA énonce les exigences et l'orientation relatives à la manipulation, au traitement, à l'entreposage, au transport et au stockage définitif sécuritaires des déchets radioactifs au Canada¹⁰⁰.
101. OPG a fourni des renseignements sur son programme de gestion des déchets et sur l'applicabilité du programme dans le contexte de la modification de permis proposée¹⁰¹. Elle a indiqué ce qui suit :
- l'entreposage provisoire des DRFMA est conforme aux exigences du REGDOC-2.11.1 et de la série de normes N292 du Groupe CSA
 - OPG dispose d'un programme de caractérisation des déchets rigoureux qui tiendra compte des déchets qui seront acceptés aux fins d'entreposage dans la SSCP
 - aucun changement au fondement d'autorisation associé au DSR Gestion des déchets ne serait nécessaire pour permettre la modification de permis proposée
102. Le personnel de la CCSN a présenté son évaluation du rendement d'OPG dans le DSR Gestion des déchets, qui comprend les domaines particuliers suivants¹⁰² :
- caractérisation des déchets
 - pratiques de gestion des déchets

⁹⁸ Alinéa 3(1j).

⁹⁹ CCSN. Document d'application de la réglementation REGDOC-2.11.1, *Gestion des déchets, tome I : Gestion des déchets radioactifs*, janvier 2021.

¹⁰⁰ La liste des exigences réglementaires liées au programme de gestion des déchets comprend ce qui suit :

- Groupe CSA. Norme N292.0, *Principes généraux pour la gestion des déchets radioactifs et du combustible irradié*, 2019.
- Groupe CSA. Norme N292.2, *Entreposage à sec provisoire du combustible irradié*, 2013.
- Groupe CSA. Norme N292.3, *Gestion des déchets radioactifs de faible et de moyenne activité*, 2014.

¹⁰¹ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 2.11.

¹⁰² CMD 25-H101, section 3.7.

103. Le personnel de la CCSN a confirmé qu'OPG dispose à l'IGDP d'un programme de gestion des déchets efficace qui réduit au minimum la production de déchets et respecte les exigences réglementaires, y compris celles du REGDOC-2.11.1 et des normes CSA N292.0:19 et N292.3-08.
104. La Coalition pour un développement énergétique responsable au Nouveau-Brunswick ([CMD 25-H101.6](#)) et Northwatch ([CMD 25-H101.10](#)) ont exprimé leurs préoccupations quant à l'insuffisance des renseignements sur les caractéristiques des déchets qui seront entreposés dans la SSCP. Dans son mémoire, OPG a signalé ce qui suit¹⁰³ :
- le programme actuel de caractérisation des déchets d'OPG tient compte de l'activité des déchets qui seront entreposés dans la SSCP proposée
 - les CAD définiront les types de déchets acceptables aux fins d'entreposage dans la SSCP
 - les CAD établiront des limites de débit de dose pour chaque colis de déchets (y compris pour le rayonnement gamma et neutronique)
 - des contrôles internes dans le cadre du processus relatif aux CAD permettront d'assurer la conformité de tous les CDR transférés de la centrale de Pickering à la SSCP
105. Le personnel de la CCSN a noté qu'il n'y a pas de différence importante entre la gestion actuelle par OPG des CDR et générateurs de vapeur retirés du service dans d'autres IGD et l'approche proposée pour l'IGDP¹⁰⁴. Le personnel de la CCSN a fait valoir que les engagements d'OPG et ses processus existants démontrent que la société a adéquatement caractérisé les déchets aux fins d'évaluation de la sûreté et qu'elle dispose d'un plan clair, qui doit faire l'objet de l'examen et de l'acceptation par le personnel de la CCSN avant l'exploitation, afin de définir et de mettre en œuvre des CAD et des contrôles détaillés pour la SSCP.
106. D'après la demande d'OPG, ses documents justificatifs et son rendement antérieur au cours de la période d'autorisation en vigueur, le personnel de la CCSN a déterminé qu'OPG avait adéquatement évalué l'incidence de la construction et de l'exploitation de la SSCP proposée sur le DSR Gestion des déchets.
107. D'après les renseignements versés au dossier et décrits ci-dessus, la Commission conclut qu'OPG dispose d'un programme de gestion des déchets qui permet la réalisation des activités visées par le permis modifié proposé. Elle fonde sa conclusion sur les éléments suivants :
- OPG a mis en œuvre et tenu à jour un programme de gestion des déchets qui satisfait aux exigences réglementaires, y compris celles du REGDOC-2.11.1 et de la série de normes CSA N292
 - le programme de gestion des déchets existant d'OPG permet de gérer les activités autorisées visées par le permis modifié proposé
 - le programme actuel de caractérisation des déchets d'OPG tient compte de l'activité des déchets qui seraient entreposés dans la SSCP proposée

¹⁰³ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 2.11.1.

¹⁰⁴ CMD 25-H101, section 3.4.2.2.

3.4.8 Conclusion sur les mesures de sûreté et de réglementation d'OPG en fonction des DSR

108. D'après son examen des renseignements fournis et analysés ci-dessus, la Commission est d'avis qu'OPG est compétente pour exercer les activités visées par le permis modifié. De plus, elle convient qu'OPG dispose de mesures et programmes adéquats liés aux 14 DSR qui permettent de préserver la santé et la sécurité des travailleurs et du public et de protéger l'environnement. Elle conclut également qu'OPG a mis en place des mesures adéquates pour maintenir la sécurité nationale et pour respecter les obligations internationales que le Canada a assumées.
109. OPG est tenue de fournir à la CCSN des renseignements supplémentaires qui appuient sa conformité aux exigences réglementaires dans divers DSR, tel qu'il est décrit dans la partie 1 du CMD 25-H101 et à la section 3.4 du présent compte rendu de décision. OPG devra fournir ces renseignements aux fins d'examen par le personnel de la CCSN détenant des pouvoirs délégués (voir la section 3.7.2 du présent compte rendu de décision) avant la construction et l'exploitation de la SSCP.

3.5 Mobilisation et consultation des Autochtones

110. La Commission a examiné les renseignements fournis par le personnel de la CCSN, OPG et les intervenants concernant les activités de consultation et de mobilisation des Autochtones relatives à la présente demande de modification de permis pour l'IGDP. La consultation des Autochtones renvoie à l'obligation en *common law* de consulter les Nations et communautés autochtones conformément à l'article 35 de la [Loi constitutionnelle de 1982](#)¹⁰⁵.
111. Le fondement de l'obligation de consulter en vertu de la *common law* repose sur le principe clé de l'honneur de la Couronne. L'objectif de conciliation ainsi que l'obligation de consultation, laquelle repose sur l'honneur de la Couronne, tendent à indiquer que cette obligation prend naissance lorsque la Couronne a connaissance, concrètement ou par imputation, de l'existence potentielle du droit ou titre ancestral et qu'elle envisage des mesures susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur celui-ci¹⁰⁶. Les décisions d'autorisation de la Commission, lorsque les intérêts des Autochtones risquent d'être touchés, peuvent engager l'obligation de consulter, et la Commission doit être convaincue qu'elle a rempli cette obligation avant de rendre la décision d'autorisation qui s'impose. Les conséquences d'ordre historique ne déclenchent pas l'obligation de consulter, et il ne s'agit pas d'un moyen approprié de régler des griefs passés. L'obligation de consulter vise plutôt à donner suite aux effets préjudiciables potentiels d'un projet à l'étude¹⁰⁷.

¹⁰⁵ *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (R.-U.), 1982, ch 11.

¹⁰⁶ *Nation Haïda c. Colombie-Britannique* (Ministre des Forêts), 2004 CSC 73, par. 35.

¹⁰⁷ *Rio Tinto Alcan Inc. c. Conseil tribal Carrier Sekani*, 2010 CSC 43, [2010] 2 R.C.S. 650, par. 49; *Chippewas of the Thames First Nation c. Pipelines Enbridge inc.*, 2017 CSC 41, [2017] 1 R.C.S. 1099, par. 41.

112. La méthode pour déterminer ce qu'implique l'obligation de consulter et d'accommoder repose sur les principes et les dispositions de la DNUDPA depuis son adoption dans la législation canadienne dans le cadre de la LDNU. Le contenu de la DNUDPA doit être utilisé comme prisme pour interpréter l'obligation de consulter et d'accommoder de la Couronne¹⁰⁸.
113. Le personnel de la CCSN a fait valoir¹⁰⁹ que la modification proposée au permis permettrait la construction d'une nouvelle structure de stockage et que, par conséquent, le risque de répercussions sur les droits ancestraux ou issus de traités demeure faible. À ce titre, OPG est tenue de respecter le [REGDOC-3.2.2, Mobilisation des Autochtones](#)¹¹⁰, et le projet soulève l'obligation de consultation et d'accommodement de la Couronne. Le personnel de la CCSN a également souligné que, selon les renseignements contenus dans la demande d'OPG, l'activité autorisée par la modification proposée au permis est peu susceptible d'avoir de nouvelles répercussions sur l'exercice des droits ancestraux ou issus de traités, potentiels ou établis, des peuples autochtones, puisqu'elle ne modifierait pas la caractérisation du site de l'IGDP ni n'entraînerait de nouvelles incidences.

3.5.1 Consultation des Autochtones par le personnel de la CCSN

114. Le personnel de la CCSN a fourni à la Commission des renseignements sur les activités de mobilisation qu'il a menées auprès des Nations et communautés autochtones désignées comme ayant un intérêt potentiel à l'égard de la demande de modification de permis d'OPG¹¹¹. Le personnel de la CCSN a déterminé que les Premières Nations visées par les Traités Williams ont des droits ancestraux ou issus de traités établis à l'égard des terres et des eaux à proximité du complexe de Pickering. Les Premières Nations visées par les Traités Williams sont les suivantes :
- Première Nation d'Alderville (PNA)
 - Première Nation de Curve Lake (PNCL)
 - Première Nation de Hiawatha (PNH)
 - Première Nation des Mississaugas de Scugog Island (PNMSI)
 - Première Nation des Chippewas de Beausoleil (PNCB)
 - Première Nation des Chippewas de Georgina Island (PNCGI)
 - Mnjikaming (Première Nation des Chippewas de Rama [PNCR])
115. Le personnel de la CCSN a déterminé que les Nations et communautés autochtones suivantes ont des intérêts à l'égard de l'IGDP ainsi que des terres et des eaux qui se trouvent sur le site de l'IGDP et à proximité de celui-ci :
- Mohawks de la baie de Quinte (MBQ)
 - Nation métisse de l'Ontario (NMO) [région 8]
 - Six Nations de la rivière Grand (SNRG)
 - Première Nation des Mississaugas de Credit (PNMC)

¹⁰⁸ *Première Nation de Kebaowek c. Laboratoires Nucléaires Canadiens*, 2025 CF 319.

¹⁰⁹ CMD 25-H101, section 4.1.

¹¹⁰ CCSN. REGDOC-3.2.2, *Mobilisation des autochtones*, version 1.2, février 2022.

¹¹¹ CMD 25-H101, section 4.1.1.

116. Le personnel de la CCSN a signalé avoir¹¹² :

- envoyé des lettres de notification en septembre 2024 aux Nations et communautés autochtones désignées afin de les aviser de la demande d'OPG, des possibilités de participation au processus d'audience ainsi que de la disponibilité d'une aide financière aux participants
- offert des occasions de rencontres à toutes les Nations et communautés autochtones concernées
- participé à des discussions régulières avec des membres de la PNCL, de la PNMSI, de la PNH et de la NMO
- effectué un suivi auprès des Nations et communautés autochtones intéressées au moyen d'appels téléphoniques afin de tenir des discussions plus approfondies
- invité toutes les Nations et communautés autochtones concernées à participer à l'audience de la Commission au moyen de mémoires visant à informer directement la Commission de toute préoccupation au sujet de la demande de modification de permis d'OPG

117. Le personnel de la CCSN a ajouté qu'il avait discuté de la demande d'OPG lors de ses rencontres régulières dans le contexte des cadres de référence signés avec la PNCL, la PNH, la PNMSI et la NMO. Au moment de la présentation du CMD 25-H101, le personnel de la CCSN a indiqué qu'il avait discuté de la demande d'OPG avec la PNMSI, la PNH et la PNCL lors de rencontres régulières en 2024 et 2025.

118. Le personnel de la CCSN a indiqué que la PNMSI avait exprimé des réserves concernant l'expansion de la capacité de gestion des déchets radioactifs d'OPG sans l'autorisation préalable de la CCSN pour la poursuite de l'exploitation ou la remise à neuf des tranches 5 à 8 du complexe de Pickering. Le personnel de la CCSN a précisé que la SSCP proposée est destinée à l'entreposage des déchets provenant du déclassement des tranches 1 à 4 et de la remise à neuf éventuelle des tranches 5 à 8, et qu'OPG aurait besoin d'une autorisation distincte de la Commission pour produire et entreposer les déchets liés à la remise à neuf.

119. Le personnel de la CCSN a dit être résolu à assurer une mobilisation et une collaboration continues avec les Nations et communautés autochtones susmentionnées ainsi qu'à continuer de fournir des possibilités de mobilisation et de collaboration fructueuses à long terme concernant l'IGDP d'OPG.

¹¹² CMD 25-H101, section 4.1.1.

3.5.2 Mobilisation des Autochtones par OPG

120. OPG a fourni des renseignements sur sa mobilisation continue des Nations et communautés autochtones ayant des droits établis ou revendiqués ou des intérêts à l'égard de l'IGDP¹¹³.

OPG a dit avoir mené des activités de mobilisation auprès des Nations et communautés autochtones suivantes concernant sa demande de modification de permis :

- Première Nation d'Alderville
- Première Nation des Chippewas de Beausoleil
- Première Nation de Curve Lake
- Première Nation des Chippewas de Georgina Island
- Première Nation de Hiawatha
- Première Nation des Mississaugas de Scugog Island
- Première Nation des Chippewas de Rama
- Nation huronne-wendat (Québec)
- Mohawks de la baie de Quinte
- Nation métisse de l'Ontario
- Nation ojibway de Saugeen (composée de la Première Nation de Saugeen et de la Première Nation non cédée des Chippewas de Nawash)
- Six Nations de la rivière Grand
- Première Nation des Mississaugas de Credit

121. OPG a fait valoir ce qui suit :

- Au premier trimestre de 2024, OPG a mené des activités de mobilisation avec les Premières Nations visées par les Traités Williams concernant les activités au complexe de Pickering et à l'IGDP. Cela comprenait une collaboration pour l'élaboration d'un plan de mobilisation des Autochtones¹¹⁴ visant Pickering, publié en mai 2024 et révisé en janvier 2025.
- Un atelier de lancement a été organisé pour présenter le plan de mobilisation des Autochtones, y compris la SSCP proposée, et pour recueillir des commentaires et soutenir un dialogue continu dans le cadre d'un protocole d'entente établi.
- OPG poursuit sa mobilisation proactive au moyen de comptes rendus du personnel, de séances d'information, de mises à jour écrites ou d'ateliers, comme décrit dans le plan de mobilisation des Autochtones.

¹¹³ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, section 4. L'annexe B de la pièce jointe 2 présente aussi l'évaluation préliminaire des répercussions sur les droits ancestraux ou issus de traités, le résumé de toutes les activités de mobilisation des Autochtones menées à ce jour, une description des activités prévues et le calendrier proposé pour la présentation au personnel de la CCSN de rapports provisoires sur les activités de mobilisation.

¹¹⁴ Ce plan de mobilisation des Autochtones a été élaboré en fonction de commentaires des détenteurs de droits ainsi que des Nations et communautés autochtones afin d'appuyer une stratégie de mobilisation globale et coordonnée à l'échelle du complexe de Pickering. CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, annexe B.

- OPG organise des rencontres mensuelles avec les Premières Nations Michi Saagiig et élabore une approche de mobilisation avec les Premières Nations des Chippewas.
 - Des tables rondes bimensuelles sur les déchets¹¹⁵ avec les Premières Nations Michi Saagiig permettent de soutenir des échanges continus sur la gestion des déchets.
 - OPG reste ouverte à une collaboration avec d'autres Nations et communautés autochtones intéressées qui ne sont pas actuellement désignées dans le plan de mobilisation des Autochtones et respectera le choix des Nations qui ne souhaitent pas poursuivre la collaboration.
122. Le personnel de la CCSN a signalé que le plan de mobilisation des Autochtones d'OPG a été élaboré conformément au [REGDOC-3.2.2, Mobilisation des Autochtones](#),¹¹⁶ qui énonce les exigences et fournit l'orientation aux titulaires de permis concernant la mobilisation des Autochtones. Il a mentionné que les activités de mobilisation d'OPG auprès des Nations et communautés autochtones à l'égard de la modification du permis étaient reflétées dans l'ERE prédictive. Il a incité OPG à poursuivre sa collaboration avec les Nations désignées concernant la présente demande de modification de permis et les activités de l'IGDP, et a recommandé qu'OPG inclut des résultats plus détaillés sur la mobilisation dans les prochaines mises à jour de l'ERE prédictive.

3.5.3 Mémoires présentés par les Nations autochtones

123. Deux Nations autochtones ont présenté des mémoires dans cette affaire :

- Première Nation des Mississaugas de Scugog Island ([CMD 25-H101.5](#))
- Première Nation de Curve Lake ([CMD 25-H101.8](#))

Première Nation des Mississaugas de Scugog Island

124. Dans son mémoire ([CMD 25-H101.5](#)), la PNMSI a présenté de l'information sur son lien avec le projet, a souligné que la DNUDPA doit guider les mesures réglementaires et les interprétations juridiques, et a abordé l'application de la DNUDPA dans le cadre du Plan d'action de la LDNU, particulièrement dans le contexte des responsabilités de la CCSN. La PNMSI a plaidé en faveur du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (CPLCC) en ce qui concerne les décisions relatives aux projets nucléaires et à la DNUDPA.

¹¹⁵ Ces rencontres visent à cerner les principaux enjeux liés aux déchets dont les Premières Nations visées par les Traités Williams souhaitent discuter, à fournir des mises à jour sur les projets (p. ex. la SSCP), à recueillir des commentaires à inclure dans un protocole d'entente et une feuille de route réglementaire, ainsi qu'à déterminer la fréquence des rencontres. CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, annexe B.

¹¹⁶ CCSN. REGDOC-3.2.2, *Mobilisation des Autochtones*, version 1.2, 22 février 2022.

125. La PNMSI a soulevé des préoccupations au sujet de la demande d'OPG, notamment sur ce qui suit :

- le processus de consultation actuel de la CCSN en ce qui concerne la réconciliation et les obligations juridiques en vertu de la DNUDPA
- la mesure dans laquelle les décisions actuelles et futures de la CCSN tiendront compte de la DNUDPA et des engagements du Canada à l'égard de la LDNU
- la *Politique canadienne en matière de gestion des déchets radioactifs et de déclassé*
- le plan d'OPG relatif aux déchets existants, imminents et futurs.

126. La PNMSI a également présenté 6 demandes clés :

- Accords juridiquement contraignants : ententes exécutoires entre OPG et les détenteurs de droits issus de traités pour l'officialisation des engagements, l'assurance de la conformité et le respect des droits de la PNMSI.
- Protection de l'environnement : évaluations exhaustives des effets cumulatifs et dispositions contraignantes pour la protection de l'environnement et des droits autochtones.
- Participation économique et équité : inclusion de la PNMSI dans les possibilités économiques liées à la construction, à l'entretien et à la surveillance de la SSCP.
- Sécurité du complexe nucléaire et sécurité communautaire : collaboration concernant les protocoles de sécurité et la formation liés à la mobilisation des Autochtones.
- Mise en œuvre de la DNUDPA et de la *Politique canadienne sur la gestion des déchets radioactifs et le déclassé* de Ressources naturelles Canada (RNCa) : harmonisation des activités de la SSCP avec la DNUDPA et la politique de RNCa, afin de garantir le respect du CPLCC concernant l'entreposage à long terme.
- Participation aux programmes de réglementation d'OPG : participation officielle aux programmes de réglementation d'OPG, y compris la surveillance de l'environnement, la préparation aux situations d'urgence et la gestion des déchets.

127. En ce qui concerne le processus de consultation actuel de la CCSN, la PNMSI est d'avis « qu'il a été élaboré unilatéralement et qu'il ne correspond pas à la feuille de route sur la réconciliation du gouvernement fédéral et de Ressources naturelles Canada (RNCa), ni aux engagements établis de la CCSN »¹¹⁷ [traduction]. La PNMSI a également souligné « qu'elle n'a pas participé à la création du processus de consultation actuel et qu'elle n'y a pas consenti. À cette fin, il est urgent et impératif que la CCSN se conforme à la loi. Le processus actuel de la CCSN est désuet et ne respecte pas les obligations juridiques du gouvernement fédéral ni de RNCa »¹¹⁸ [traduction]. La PNMSI a demandé que les articles 18, 19 et 26, ainsi que les paragraphes 32(2) et 29(2) de la DNUDPA soient respectés.

¹¹⁷ CMD 25-H101.5, page 8.

¹¹⁸ CMD 25-H101.5, page 9.

128. La PNMSI a exprimé des préoccupations concernant le fait que les décisions actuelles et futures de la CCSN pourraient ne pas tenir compte de la DNUDPA et de la LDNU. Elle a fait valoir ce qui suit :
- Dans l'affaire *Première Nation de Kebaowek c. Laboratoires nucléaires canadiens* (2025), la Cour fédérale a confirmé que la DNUDPA et le principe de CPLCC entraînent des obligations juridiques distinctes indépendantes de l'obligation de consulter.
 - Les tribunaux, particulièrement au Québec, ont reconnu la DNUDPA comme faisant partie de l'ordre normatif juridique du Canada et comme devant guider l'interprétation de l'article 35 de la [Loi constitutionnelle de 1982](#). En pratique, les décideurs, y compris la CCSN, doivent s'assurer que leurs processus et décisions respectent les principes de la DNUDPA, y compris le CPLCC.
 - La CCSN reconnaît, en principe, la LDNU et le CPLCC, mais ne les a pas mis en œuvre concrètement. La PNMSI estime que la CCSN détient le pouvoir d'exiger le CPLCC et qu'elle doit prendre des mesures concrètes afin d'harmoniser ses décisions avec ses obligations constitutionnelles et le Plan d'action de la LDNU.
129. En ce qui a trait à la *Politique canadienne en matière de gestion des déchets radioactifs et de déclasséement*, la PNMSI est d'avis que les principes de cette politique doivent être véritablement appliqués dans l'ensemble des processus de gestion des déchets radioactifs. La PNMSI a en outre souligné les attentes et les engagements principaux du gouvernement fédéral à l'égard des producteurs et des propriétaires de déchets dans le cadre de cette politique et a affirmé qu'elle s'attend à ce qu'ils soient réalisés au moyen de mesures concrètes prises par la CCSN et OPG.
130. En ce qui concerne le plan pour les déchets existants, imminents et futurs, la PNMSI s'est dite préoccupée par l'absence d'un plan à long terme final de la Couronne si la Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN) ne s'acquittait pas de son mandat. La PNMSI a souligné que « ni la SGDN ni la Couronne n'ont accordé la priorité à une mobilisation significative avec les Premières Nations détentrices de droits issus de traités, comme la PNMSI, qui vivent avec des déchets radioactifs sur leurs terres depuis plus de 50 ans et qui continueront de subir cette situation pendant des décennies »¹¹⁹ [traduction]. Elle a fait remarquer qu'elle n'avait jamais donné son consentement concernant la centrale de Pickering, l'IGDP ou la SSCP future sur le site de Pickering. La PNMSI a exigé que la Commission envisage d'établir une disposition prévoyant le consentement des Premières Nations, qui sera appliqué par la Commission elle-même, à l'égard de la gestion des déchets sur l'ensemble des sites.

¹¹⁹ CMD 25-H101.5, page 17.

Première Nation de Curve Lake

131. Dans son mémoire ([CMD 25-H101.8](#)), la PNCL a reconnu que le personnel de la CCSN et OPG ont fait beaucoup d'efforts pour la consulter et la mobiliser; cela dit, la PNCL affirme qu'il doit y avoir des améliorations dans les domaines suivants :
- absence d'un plan exhaustif pour la phase de déclassement et la gestion des déchets à long terme
 - utilisation par OPG de modèles de dispersion atmosphérique désuets dans son ERE prédictive
 - harmonisation du processus décisionnel de la CCSN avec la LDNU
132. En ce qui concerne l'absence d'un plan pour la phase de déclassement et la gestion à long terme des déchets, la PNCL a souligné que « la documentation ne fournit pas suffisamment de détails sur cette phase du projet. Plus précisément, il n'y a aucune information sur la durée prévue de l'entreposage des matériaux déclassés, les types de matériaux et les quantités à entreposer, ainsi que sur les délais et processus prévus pour leur enlèvement ou leur gestion à long terme »¹²⁰ [traduction]. La PNCL a aussi indiqué « qu'elle tenait à reconnaître les efforts d'OPG et qu'elle travaille à l'examen d'un plan de déclassement plus détaillé ainsi qu'à la formulation de commentaires à ce sujet afin de permettre un examen et une évaluation des risques éclairés par la PNCL »¹²¹ [traduction].
133. Les préoccupations de la PNCL concernant les modèles de dispersion atmosphérique sont traitées à la section 3.4.6 du présent compte rendu de décision.
134. En ce qui a trait à l'harmonisation du processus décisionnel de la CCSN avec la LDNU, la PNCL est d'avis que « le processus décisionnel de la CCSN concernant la modification du permis d'IGDP d'OPG doit respecter la LDNU, répondre aux préoccupations soulevées par la PNCL et démontrer une véritable discussion bidirectionnelle, allant au-delà d'un simple échange d'information, afin de refléter un engagement à comprendre et à prendre en compte les points de vue des Premières Nations concernées. Certes, des progrès ont été réalisés, mais il reste encore bien des possibilités à explorer pour faire évoluer les processus de consultation et assurer la conformité aux principes de la DNUDPA et de la LDNU »¹²² [traduction]. La PNCL a également reconnu qu'« OPG fait référence à son plan d'action pour la réconciliation comme mécanisme visant à définir des objectifs mesurables en matière de réconciliation avec la Nation, les communautés et les entreprises autochtones » et « qu'elle incite OPG à continuer de s'appuyer sur les relations déjà établies avec les communautés autochtones et qu'elle est impatiente de créer une meilleure voie à suivre pour toutes les personnes concernées »¹²³ [traduction].

¹²⁰ CMD 25-H101.8, page 4.

¹²¹ CMD 25-H101.8, page 4.

¹²² CMD 25-H101.8, page 6.

¹²³ CMD 25-H101.8, page 7.

135. La PNCL a également souligné l'importance de son rôle dans le processus de planification et de gouvernance conjointes pour la gestion des déchets nucléaires. Elle a souligné la participation des gardiens du savoir de la PNCL à la surveillance de l'environnement afin de renforcer l'intendance environnementale et de concevoir conjointement des stratégies de suivi intégrant à la fois la science occidentale et le savoir autochtone. En outre, la PNCL a souligné la nécessité de reconnaître les injustices historiques liées aux enjeux hérités et aux effets cumulatifs des projets nucléaires, comme étape nécessaire pour rétablir la confiance et favoriser la réconciliation. Elle a également souligné l'importance de reconnaître et de respecter les systèmes de gouvernance uniques de chaque Première Nation.
136. La PNCL reconnaît la prise en compte par OPG du récepteur « chasseur-cueilleur » dans son ERE prédictive affirmant qu'il s'agit d'une étape importante pour traiter les répercussions potentielles sur l'utilisation des terres traditionnelles. Elle a aussi reconnu que le personnel de la CCSN et OPG ont déployé des efforts considérables pour consulter et mobiliser la Nation, soulignant la participation aux tables rondes bimensuelles sur les déchets et aux rencontres mensuelles avec OPG. La PNCL a souligné « qu'elle considérerait la table ronde sur les déchets et les rencontres de mobilisation relatives à Pickering comme une autre étape fondamentale pour l'établissement et le maintien d'une relation de confiance à long terme avec OPG » et « qu'elle était rassurée par les progrès réalisés jusqu'ici et déterminée à collaborer avec OPG pour améliorer davantage ces processus »¹²⁴ [traduction]. De plus, la PNCL a reconnu que l'élaboration par OPG des modules *Generations for Generations* de son programme éducatif sur l'énergie était une initiative précieuse pour informer les collectivités.

3.5.4 Conclusions sur la mobilisation et la consultation des Autochtones

137. La Commission reconnaît que le site de l'IGDP est situé sur le territoire visé par les Traités Williams, qui comprend les terres et les eaux des Anishinaabeg de Michi Saagiig. Compte tenu de l'Accord de règlement des Premières Nations visées par les Traités Williams et de la possibilité que la construction de la SSCP ait des répercussions négatives sur les droits ancestraux ou issus de traités, la Commission conclut que l'obligation de la Couronne de consulter et, le cas échéant, d'accommoder est déclenchée à l'égard des Premières Nations visées par les Traités Williams, et que cette obligation a été respectée. Cette détermination est fondée sur le fait que les répercussions potentielles sur les droits ancestraux ou issus de traités sont minimales. La SSCP sera située sur le site du complexe de Pickering, auquel les Premières Nations visées par les Traités Williams n'ont pas accès à l'heure actuelle. Par conséquent, leur capacité d'exercer leurs droits ne sera que très peu touchée par la préparation proposée du site et la construction de la SSCP autorisée par la présente modification de permis.
138. La Commission reconnaît les droits individuels de la PNA, de la PNCL, de la PNH, de la PNMSI, de la PNCB, de la PNCGI et de la PNCR en tant que Premières Nations indépendantes visées par les Traités Williams et la responsabilité de la Couronne de s'acquitter de son obligation de consulter et, le cas échéant, d'accommoder chaque Nation.

¹²⁴ CMD 25-H101.8, page 4.

Application de la DNUDPA et de la LDNU à cette demande

139. La jurisprudence récente confirme que la LDNU incorpore la DNUDPA dans le cadre juridique positif du Canada. Par conséquent, pour déterminer si les droits garantis par l'article 35 et l'obligation de consulter et d'accommoder ont été respectés, la Commission a pris en compte la manière dont la DNUDPA et ses articles sont susceptibles d'influer sur le respect de ces droits¹²⁵. Elle a évalué l'application de l'obligation de consulter et d'accommoder relative à la modification de permis dans le contexte de la LDNU et en tenant compte de celle-ci.
140. La Commission reconnaît que, selon la LDNU, son examen de ce qu'implique l'obligation de consulter et éventuellement d'accommoder prévue à l'article 35 doit se faire sous l'angle de l'interprétation de la DNUDPA, y compris le principe de CPLCC, le cas échéant¹²⁶. Dans ce cas, le paragraphe 32(2) de la DNUDPA s'applique, ce qui signifie que l'objectif de la consultation est d'obtenir le CPLCC.
141. La PNMSI et la PNCL ont soulevé des préoccupations concernant l'application de la DNUDPA et du CPLCC au processus d'autorisation de la CCSN. La Commission reconnaît que les éléments de preuve versés au dossier pour la présente demande démontrent les efforts déployés par le personnel de la CCSN et OPG pour s'assurer que les Nations et communautés autochtones soient correctement informées de la modification du permis. Elle s'attend à ce que le personnel de la CCSN et OPG continuent de collaborer avec les Nations Michi Saagiig dans le but d'atteindre un consensus.
142. La Commission remercie la PNMSI et la PNCL d'avoir participé à cette audience reposant sur l'examen de mémoires et d'avoir contribué à la constitution d'un dossier rigoureux qui a orienté ses recommandations et ses décisions. Elle apprécie la participation des Nations et communautés autochtones ainsi que les connaissances et l'information qu'elles ont apportées à ce processus d'audience reposant sur les mémoires.
143. D'après les renseignements versés au dossier de la présente audience et fournis à la section 3.5 du présent compte rendu de décision, la Commission juge satisfaisants les efforts déployés par le personnel de la CCSN pour consulter les Nations et communautés autochtones qui détiennent des intérêts ou des droits revendiqués ou établis à l'égard de l'IGDP, au sujet des questions liées à la demande de modification de permis dont elle est saisie. La Commission reconnaît aussi les activités de mobilisation entreprises par OPG auprès de chaque Nation et communauté autochtone. Elle juge avoir reçu suffisamment de renseignements à cet égard pour se prononcer sur la demande d'OPG.

¹²⁵ *Première Nation de Kebaowek c. Laboratoires Nucléaires Canadiens*, 2025 CF 319.

¹²⁶ La DNUDPA est un facteur contextuel qui donne lieu à une obligation accrue de consulter. *Première Nation de Kebaowek c. Laboratoires Nucléaires Canadiens*, 2025 CF 319, articles 124 et 125. On trouve des références au CPLCC dans l'ensemble de la DNUDPA (voir les articles 10, 11, 19, 28, 29 et 32). Ces articles mettent en évidence l'importance de reconnaître et de faire respecter les droits des peuples autochtones, tout en veillant à ce qu'ils participent de manière efficace et utile aux décisions qui les touchent directement et qui ont également un impact sur leurs communautés et leurs territoires.

144. La demande présentée devant la Commission a déclenché l'obligation de consulter les Premières Nations visées par les Traités Williams. Comme la modification du permis permettrait la construction d'une nouvelle structure de stockage, les répercussions potentielles sur les droits ancestraux ou issus de traités sont minimales. La modification du permis est peu susceptible d'entraîner de nouvelles répercussions sur l'exercice des droits ancestraux ou issus de traités, potentiels ou établis, des peuples autochtones, puisqu'elle ne modifierait pas la caractérisation du site de l'IGDP ni n'entraînerait de nouvelles incidences. Par conséquent, la Commission est d'avis que le processus de consultation mené dans le cadre de l'audience publique pour cette demande de modification de permis, ainsi que les activités de consultation entreprises par le personnel de la CCSN et les efforts de mobilisation menés par OPG auprès des Premières Nations visées par les Traités Williams, étaient suffisants pour satisfaire les obligations de la Couronne.
145. D'après les activités de mobilisation et de consultation résumées ci-dessus et les renseignements versés au dossier, et après avoir lu les mémoires de toutes les Nations et communautés autochtones et des autres participants, la Commission est d'avis que l'honneur de la Couronne a été préservé dans cette affaire.
146. La Commission reconnaît les préoccupations soulevées par les Nations et communautés autochtones concernant la gestion des déchets sur leur territoire. Elle note que les efforts déployés par le personnel de la CCSN à l'égard de la consultation des Nations et communautés autochtones sont essentiels à l'important travail accompli par la Commission en vue de favoriser la réconciliation et l'établissement de relations avec les peuples autochtones du Canada. La Commission s'attend à ce que le personnel de la CCSN continue de tisser des liens utiles à long terme avec les Nations et communautés autochtones dans le cadre des efforts de la CCSN en matière de réconciliation. De plus, elle reconnaît et encourage les efforts et la mobilisation continue d'OPG auprès des Nations et communautés autochtones.
147. La Commission prend note des préoccupations soulevées au sujet des activités potentielles à venir sur le complexe de Pickering, y compris la réfection prévue de certaines tranches de réacteur et le déclassement éventuel de l'IGDP et de la centrale. Elle prend également note des points de vue exprimés à l'égard des activités potentielles de gestion des déchets qui seront entreprises par la SGDN. Ces activités ne font pas partie de la portée de la présente demande et seraient assujetties à des processus de réglementation distincts en vertu de la LSRN. La Commission est convaincue que les Nations et communautés autochtones auront l'occasion de participer à ces futurs processus de réglementation.

3.6 Autres questions d'intérêt réglementaire

3.6.1 Mobilisation du public

148. L'établissement d'un programme d'information et de divulgation publiques (PIDP) constitue une exigence réglementaire pour les demandeurs de permis et exploitants autorisés d'installations nucléaires de catégorie I. La condition G.4 du permis en vigueur exige qu'OPG mette en œuvre et tienne à jour un programme d'information et de divulgation

publiques. Le [REGDOC-3.2.1, L'information et la divulgation publiques](#)¹²⁷, énonce les exigences quant aux programmes d'information publique, aux protocoles de divulgation et aux documents connexes en lien avec les activités autorisées.

149. OPG a fourni de l'information sur ses activités de mobilisation du public¹²⁸ et a déclaré avoir mis en place un PIDP pour assurer une communication transparente et en temps opportun avec les membres du public. Elle a indiqué utiliser diverses méthodes de communication pour diffuser de l'information, répondre aux questions et solliciter des commentaires, notamment des communications personnalisées, des bulletins communautaires, des comités communautaires, des allocutions, de la publicité et des activités éducatives. OPG précise que son PIDP comprend des rencontres régulières avec le comité consultatif communautaire de Pickering, la participation au comité de radioprotection de Durham et la distribution du bulletin trimestriel *Neighbours* aux résidents de la région de Durham. Ce bulletin fournit des mises à jour sur les activités et les événements liés à l'IGDP et aux centrales environnantes.
150. Le personnel de la CCSN a soumis son évaluation des activités de mobilisation du public menées par OPG en surveillant la mise en œuvre de son PIDP¹²⁹. Il a confirmé que le PIDP d'OPG est conforme au REGDOC-3.2.1 et a fait valoir qu'OPG offre une occasion de mobilisation du public et d'échange d'information concernant sa demande de construction et d'exploitation de la SSCP.
151. Christine Drimmie ([CMD 25-H101.9](#)) et Northwatch ([CMD 25-H101.10](#)) ont soulevé des préoccupations concernant le manque d'information sur la demande en cours d'OPG dans le bulletin *Neighbours* (printemps 2025) et les initiatives de relations externes d'OPG visant l'ensemble de la province (2024), respectivement.
152. D'après les renseignements versés au dossier et décrits ci-dessus, la Commission est d'avis qu'OPG a mis en place un PIDP pour la communication au public de renseignements sur la sûreté, la santé et la sécurité des personnes, ainsi que sur l'environnement, notamment des renseignements relatifs à la construction et à l'exploitation de la SSCP et de l'IGDP. La Commission espère qu'OPG aura pris connaissance des commentaires formulés par les intervenants concernant les améliorations qui pourraient être apportées pour mieux communiquer avec les parties intéressées au sujet de questions précises, comme les demandes de permis.

¹²⁷ CCSN. REGDOC-3.2.1, *L'information et la divulgation publiques*, mai 2018.

¹²⁸ CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, sections 3.1-3.3.

¹²⁹ CMD 25-H101, section 4.3.

3.6.2 Plans de déclasserement et garantie financière

153. La LSRN et ses règlements d'application exigent que les titulaires de permis prennent des dispositions adéquates pour le déclasserement sécuritaire de leurs installations et pour la gestion à long terme des déchets produits pendant la durée de vie de leurs installations¹³⁰. Afin de s'assurer que des ressources appropriées sont disponibles pour le futur déclasserement sûr et sécuritaire de l'IGDP, la Commission exige qu'une garantie financière adéquate pour la réalisation des activités prévues soit mise en place et maintenue sous une forme acceptable pour la Commission tout au long de la période d'autorisation. La condition de permis 11.2 stipule qu'OPG doit mettre en œuvre et tenir à jour une stratégie de déclasserement. La condition de permis G.3 oblige OPG à maintenir aux fins du déclasserement une garantie financière qui est acceptable pour la Commission.
154. Le [REGDOC-3.3.1, Garanties financières pour le déclasserement des installations nucléaires et la cessation des activités autorisées](#)¹³¹ énonce les exigences et l'orientation à l'intention des demandeurs et des titulaires de permis relativement à l'établissement et au maintien d'un financement pour le déclasserement des installations et la cessation des activités autorisées par la CCSN.
155. OPG a fait valoir ce qui suit¹³² :
- Le plan préliminaire de déclasserement (PPD) de l'IGDP est conforme aux exigences de la norme CSA N294-19 (2019), *Déclasserement des installations contenant des substances nucléaires*¹³³.
 - Le PPD de l'IGDP reflétera la mise en œuvre du [REGDOC-2.11.2, Déclasserement](#)¹³⁴, et comprendra l'ajout de la SSCP dans la prochaine mise à jour qui sera soumise au personnel de la CCSN en 2027¹³⁵.
 - La construction et l'exploitation de la SSCP n'auront aucune incidence sur le document du fondement d'autorisation d'OPG pour le déclasserement, Programme de déclasserement.
 - Les répercussions financières liées à la SSCP seront incluses dans la prochaine présentation de garantie financière (2027-2031) associée à la mise à jour du PPD, conformément au REGDOC-2.11.2¹³⁶.

¹³⁰ Le paragraphe 24(5) de la LSRN exige des titulaires de permis qu'ils fournissent une garantie financière sous une forme que la Commission juge acceptable. L'alinéa 3(1)l) du *Règlement général sur la sûreté et la réglementation nucléaires* exige que toute demande de permis comprenne une description de la garantie financière proposée pour l'activité visée par la demande. L'alinéa 3k) du *Règlement sur les installations nucléaires de catégorie I* exige qu'une demande de permis contienne le plan proposé pour le déclasserement de l'installation nucléaire ou du site.

¹³¹ CCSN. REGDOC-3.3.1, *Garanties financières pour le déclasserement des installations nucléaires et la cessation des activités autorisées*, janvier 2021.

¹³² CMD 25-H101.1, pièce jointe 2, sections 2.11.2 et 2.11.3.

¹³³ Groupe CSA. Norme CSA N294-19, *Déclasserement des installations contenant des substances nucléaires*, 2019.

¹³⁴ CCSN. REGDOC-2.11.2, *Déclasserement*, janvier 2021.

¹³⁵ Les PPD des installations exploitées par OPG ont été mis à jour et examinés pour la dernière fois par le personnel de la CCSN en 2022. Le PPD est mis à jour tous les 5 ans, et la prochaine mise à jour devrait être présentée au personnel de la CCSN en 2027.

¹³⁶ Les estimations des coûts de déclasserement à l'appui des garanties financières d'OPG sont mises à jour tous les 5 ans, conformément aux exigences du REGDOC-2.11.2, du REGDOC-3.3.1 et de la norme CSA N294-19.

156. Le personnel de la CCSN a fait valoir ce qui suit¹³⁷ :

- OPG dispose de PPD pour toutes les installations nucléaires qu'elle exploite en Ontario, y compris l'IGDP, et ces plans respectent les exigences de la norme CSA N294-19.
- OPG a en place une garantie financière consolidée pour le déclassement de toutes les installations nucléaires qu'elle exploite en Ontario, y compris l'IGDP. La garantie financière consolidée actuellement en place (2022-2027) a été approuvée par la Commission en [2022](#). OPG abordera l'incidence de la SSCP sur l'état de sa garantie financière consolidée dans son rapport annuel de financement à la CCSN, comme indiqué dans la condition de permis G.3.
- Le fonds réservé au déclassement d'OPG demeure surfinancé et, selon une approche prudente, il est suffisant pour couvrir les dépenses prévues liées au déclassement de la SSCP.
- Le personnel de la CCSN conclut que la garantie financière consolidée d'OPG pour le déclassement de toutes les installations nucléaires qu'elle exploite en Ontario est adéquate.

157. La Commission est d'avis que le PPD et la garantie financière d'OPG en vigueur pour l'IGDP sont suffisants pour couvrir la construction et l'exploitation de la SSCP.

3.7 Modification de permis

158. La Commission a examiné la demande d'OPG visant la modification de son permis d'exploitation d'une installation de gestion des déchets, WFOL-W4-350.00/2028, pour l'IGDP afin d'autoriser la construction et l'exploitation de la SSCP. Le permis d'OPG vient à échéance le 31 août 2028.

3.7.1 Modification proposée au permis

159. Afin d'autoriser la construction et l'exploitation de la SSCP à l'IGDP, OPG a proposé que la Commission modifie le permis en ajoutant l'alinéa suivant à la partie IV :

*« iv) effectuer la préparation du site, procéder à la construction ou apporter les modifications de construction et exploiter la structure de stockage des composants de Pickering pour l'entreposage provisoire des déchets radioactifs de faible et de moyenne activité provenant de la centrale de Pickering. »*¹³⁸

¹³⁷ CMD 25-H101, sections 3.1.1, 3.7 et 5.

¹³⁸ CMD 25-H101.1, page 2.

160. Le personnel de la CCSN a recommandé que la Commission modifie le permis WFOL-W4-350.00/2028 en y ajoutant un texte précis qui diffère de la proposition d'OPG. Il a recommandé que la Commission modifie l'alinéa iv) de la partie IV du permis pour que la formulation passe de :

« iv) effectuer la préparation du site, procéder à la construction ou apporter les modifications de construction à l'installation associée aux bâtiments supplémentaires autorisés de traitement et d'entreposage; une fois le projet terminé, il n'y aura pas plus d'un bâtiment de traitement des conteneurs de stockage à sec et de 6 bâtiments de stockage à sec du combustible usé. »

à :

« iv) effectuer la préparation du site, procéder à la construction ou apporter les modifications de construction à l'installation associée au bâtiment autorisé d'entreposage des déchets radioactifs de faible et de moyenne activité, ainsi qu'aux bâtiments supplémentaires autorisés de traitement et d'entreposage du combustible usé; une fois le projet terminé, il n'y aura pas plus d'un bâtiment d'entreposage des déchets radioactifs de faible et de moyenne activité, d'un bâtiment de traitement des conteneurs de stockage à sec et de 6 bâtiments d'entreposage à sec du combustible usé. »

161. Le personnel de la CCSN a également recommandé à la Commission de modifier la condition de permis 15.1 pour tenir compte de l'exigence d'acceptation réglementaire avant le début des travaux de construction, afin de s'assurer que la construction et l'exploitation de la SSCP ne puissent aller de l'avant tant que des documents précis n'aient été soumis à la CCSN et acceptés par la Commission ou par une personne autorisée par la Commission.
162. La Commission accepte les modifications proposées au permis, telles qu'elles ont été soumises par le personnel de la CCSN. La Commission est d'avis que les modifications proposées au permis sont claires, raisonnables et conformes aux activités à autoriser en vue de la construction et de l'exploitation de la SSCP. La Commission est convaincue que le personnel de la CCSN assurera la surveillance réglementaire de façon à garantir que les exigences réglementaires continuent d'être respectées.

163. L'alinéa iv) de la partie IV du permis est modifié de la façon suivante :

« iv) effectuer la préparation du site, procéder à la construction ou apporter les modifications de construction à l'installation associée au bâtiment autorisé d'entreposage des déchets radioactifs de faible et de moyenne activité, ainsi qu'aux bâtiments supplémentaires autorisés de traitement et d'entreposage du combustible usé; une fois le projet terminé, il n'y aura pas plus d'un bâtiment d'entreposage des déchets radioactifs de faible et de moyenne activité, d'un bâtiment de traitement des conteneurs de stockage à sec et de 6 bâtiments de stockage à sec du combustible usé. »

164. La condition 15.1 du permis est modifiée comme suit :

« Le titulaire de permis ne peut exécuter les activités visées à l'alinéa iv) de la Partie IV du présent permis avant la soumission d'un plan de gestion de l'environnement, d'un plan de vérification de la construction et des exigences de conception du projet et sans avoir obtenu l'approbation écrite préalable de la Commission ou d'une personne autorisée par la Commission. »

3.7.2 Délégation de pouvoir

165. Le personnel de la CCSN a recommandé que la Commission délègue son pouvoir aux membres suivants du personnel de la CCSN concernant la condition de permis 15.1 :

- directeur, Division des déchets et du déclassé
- directeur général, Direction de la réglementation du cycle et des installations nucléaires
- premier vice-président et chef de la réglementation des opérations, Direction générale de la réglementation des opérations

166. En déléguant son pouvoir aux fins de la condition de permis 15.1, la Commission déléguerait l'administration de cette condition aux membres du personnel de la CCSN susmentionné, en tant que personnes autorisées par la Commission.

167. La Coalition pour le développement énergétique responsable au Nouveau-Brunswick ([CMD 25-H101.6](#)), Juan Pedro Unger ([CMD 25-H101.7](#)) et Northwatch ([CMD 25-H101.10](#)) ont exprimé des préoccupations concernant le processus décisionnel entourant la demande. Les intervenants craignaient que la décision soit rendue par le personnel de la CCSN plutôt que par un commissaire indépendant.

168. La Commission délègue ses pouvoirs aux fins de la condition de permis 15.1, selon les recommandations du personnel de la CCSN. Elle souligne que la délégation de pouvoir pour la condition de permis indiquée vise l'administration de cette condition de permis. En déléguant le pouvoir lié à cette condition de permis, la Commission autorise le personnel de la CCSN à exercer une surveillance réglementaire adéquate en son nom, c'est-à-dire à vérifier que les documents d'OPG respectent le dossier de sûreté établi. La délégation de pouvoir ne s'étend pas à l'autorisation au-delà du fondement d'autorisation établi; ce genre de décisions relève uniquement de la compétence de la Commission. La Commission est d'avis que cette approche est raisonnable.

4.0 CONCLUSION

169. La Commission a pris en compte les renseignements et les documents présentés par OPG et le personnel de la CCSN ainsi que les mémoires soumis aux fins de l'audience. Après avoir examiné les éléments de preuve au dossier, la Commission modifie¹³⁹ le permis d'exploitation d'une installation de gestion des déchets, WFOL-W4-350.00/2028, délivré à OPG pour son IGDP située à Pickering, en Ontario, afin d'autoriser la construction et l'exploitation de la SSCP. Le permis modifié, WFOL-W4-350.01/2028, demeure valide jusqu'au 31 août 2028.

Document original en anglais signé le 19 décembre 2025.

Pierre F. Tremblay
Président
Commission canadienne de sûreté nucléaire

Date

¹³⁹ Conformément à l'article 24 de la LSRN.

Annexe A – Intervenants

Intervenants	Documents
North American Young Generation in Nuclear – chapitre de Durham	<u>CMD 25-H101.2</u>
Kinectrics Inc.	<u>CMD 25-H101.3</u>
Ville de Pickering et la Canadian Association of Nuclear Host Communities	<u>CMD 25-H101.4</u>
Première Nation des Mississaugas de Scugog Island	<u>CMD 25-H101.5</u>
Coalition pour le développement énergétique responsable au Nouveau-Brunswick	<u>CMD 25-H101.6</u>
Juan Pedro Unger	<u>CMD 25-H101.7</u>
Première Nation de Curve Lake	<u>CMD 25-H101.8</u>
Christine Drimmie	<u>CMD 25-H101.9</u>
Northwatch	<u>CMD 25-H101.10</u>